



2007

RAPPORT D'ACTIVITÉS de la CONFEMEN



Conférence des Ministres de l'Éducation
des pays ayant le français en partage

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2007 DE LA CONFEMEN

Sommaire

ABRÉVIATIONS, ACRONYMES, SIGLES UTILISÉS	5
INTRODUCTION DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CONFEMEN	6
PARTIE I : RÉUNION DES INSTANCES ET AUDIENCES DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE	8
I. RÉUNIONS DES INSTANCES DE LA CONFEMEN	9
1. <i>Réunion du Groupe de travail des Correspondantes et Correspondants nationaux membres du Bureau</i>	9
2. <i>Réunion du Comité scientifique du PASEC</i>	9
▶ Du Guide méthodologique	9
▶ De la convention type STP- Pays bénéficiaire	10
▶ Du PASEC IX	10
▶ Du fonctionnement du STP	10
▶ Du fonctionnement du CS	10
▶ De la prochaine réunion du CS	10
3. <i>Réunions de l'intersession de la CONFEMEN</i>	10
▶ Réunion du Groupe de travail	11
▶ Réunion de la Commission administrative et financière	11
▶ Réunion du Bureau	11
II. AUDIENCES DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE	12
1. <i>Séance de travail à la Direction de l'éducation et de la formation de l'OIF</i>	12
2. <i>Séance de travail au Bureau du Comité syndical francophone pour l'éducation et la formation</i>	12
3. <i>Audience de la Secrétaire Générale avec le Ministre du Patrimoine bâti, de l'Habitat et de la Construction du Sénégal</i>	12
4. <i>Audiences de la Secrétaire Générale au Laos</i>	13
5. <i>Audience de la Secrétaire Générale avec le Ministre de l'Education de la Tunisie</i>	13
PARTIE II : CONTRIBUTION A L'ELABORATION ET A LA MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES EDUCATIVES	16
I. JOURNÉES DE RÉFLEXION SUR LA PRATIQUE DE LA DYNAMIQUE PARTENARIALE DANS LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE	17
II. PROJET DU DOCUMENT DE RÉFLEXION ET D'ORIENTATION SUR LA THÉMATIQUE ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET PERSPECTIVES	18
III. SUIVI DES DOCUMENTS DE RÉFLEXION ET D'ORIENTATION EN ÉLABORATION EN 2006	18
IV. EVALUATIONS DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS DES PAYS MEMBRES PAR LE PASEC	18
1. <i>Evaluation thématique en Guinée</i>	18
2. <i>Evaluation diagnostique au Bénin - PASEC VII</i>	19
3. <i>Evaluation diagnostique au Cameroun - PASEC VII</i>	20
4. <i>Evaluation diagnostique à Madagascar - PASEC VII</i>	20
5. <i>Evaluation diagnostique à Maurice - PASEC VIII</i>	20
6. <i>Evaluation diagnostique au Gabon - PASEC VIII</i>	21
7. <i>Evaluation diagnostique au Congo - PASEC VIII</i>	21
8. <i>Evaluation diagnostique au Burkina Faso - PASEC VIII</i>	21
9. <i>Evaluation diagnostique au Sénégal - PASEC VIII</i>	22
10. <i>Evaluation diagnostique en Guinée Bissau - PASEC IX</i>	22
11. <i>Evaluation diagnostique en Union des Comores - PASEC IX</i>	23
V. LE DOCUMENT DE STRATÉGIE DE COMMUNICATION EN ÉDUCATION	23
VI. MÉTHODOLOGIE	24
1. <i>Documentation des données</i>	24
2. <i>Mise à jour des instruments, rédaction du manuel de procédures</i>	25
3. <i>Saisie des données</i>	25
4. <i>Rédaction du guide méthodologique du PASEC</i>	25
VII. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	25
1. <i>Ateliers régionaux PASEC</i>	26
2. <i>Mise en place de projets/programmes transnationaux concernant la gestion scolaire et l'évaluation des systèmes éducatifs</i>	26
3. <i>Stages</i>	26

PARTIE III : PROMOTION DU POINT DE VUE DE LA FRANCOPHONIE DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION	28
I. PARTICIPATION AUX RÉUNIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES SUR LES POLITIQUES ÉDUCATIVES	29
1. Rencontre de partage entre le ministère de l'éducation et les partenaires techniques et financiers du Sénégal	29
2. Troisième conférence sur l'enseignement secondaire en Afrique (SEIA)	29
3. Première réunion du Conseil prospectif international Paul Gérin-Lajoie (PGL)	29
4. 63e Conseil permanent de la Francophonie	30
5. Deuxième colloque de l'Observatoire de réformes en éducation	30
6. Atelier de réflexion sur le contexte de l'Aide publique au développement (APD) et les nouveaux rôles des Organisations de la société civile (OSC)	30
7. Séminaire sur la professionnalisation des enseignants de l'éducation de base : les recrutements sans formation initiale	31
8. Conférence internationale sur l'abolition des frais scolaires	31
9. Réunion de concertation des présidents de fédérations et responsables du sport scolaire	32
10. Forum régional Education pour tous 2007 avec une présentation du rapport Dakar + 7	33
11. 65e session du Conseil permanent de la Francophonie	33
12. Septième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous	33
13. Réunion des représentants nationaux de l'UNICEF	33
II. PARTICIPATION AUX COLLOQUES SCIENTIFIQUES	34
1. Assemblée générale de l'Association internationale pour l'évaluation des acquis scolaires	34
PARTIE IV : RENFORCEMENT DU PARTENARIAT	36
I. AVEC LA FRANCOPHONIE INSTITUTIONNELLE	37
II. AVEC LES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES EN ÉDUCATION	37
1. L'Association internationale de l'évaluation des acquis scolaires	37
▶ Composante 1 - Analyse de curricula	37
▶ Composante 2 - Constitution de la banque d'items	38
2. Avec le Pôle de Dakar	38
III. AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	38
1. La Banque mondiale	38
2. L'UNESCO	39
3. L'UNICEF	39
4. L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique	39
IV. AVEC D'AUTRES ORGANISMES, ASSOCIATIONS ET ONG AYANT PRIS PART AUX JOURNÉES DE RÉFLEXION SUR LA DYNAMIQUE PARTENARIALE	39
PARTIE V : RENFORCEMENT DE LA VISIBILITÉ DE LA CONFEMEN	40
V. LE SITE INTERNET	41
VI. LE PLAN DE COMMUNICATION	41
VII. LA COMMUNICATION DANS L'ORGANISATION DES RÉUNIONS ET ÉVÈNEMENTS MAJEURS	41
1. Réunion du groupe de travail des Correspondants nationaux membres du Bureau	42
2. Réunion des ministres du Bureau	42
3. Concours des dix mots de la francophonie	42
4. Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique	42
VIII. CONFEMEN INFOS	43
IX. AUTRES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2007	43
PARTIE VI : ÉQUIPE DU STP	44
CONCLUSION	46

ABRÉVIATIONS, ACRONYMES, SIGLES UTILISÉS

ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AFD	Agence française de développement
AFIDES	Association francophone internationale des directeurs d'établissements scolaires
APD	Aide publique au développement
BID	Banque islamique de développement
BM	Banque mondiale
BREDA	Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique
CAF	Commission administrative et financière
CECI	Centre d'étude et de coopération internationale
CIEP	Centre international d'études pédagogiques
CMF	Conférence ministérielle francophone
CN	Correspondantes et Correspondants nationaux
CONFESJES	Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports ayant le français en partage
CPF	Conseil permanent de la Francophonie
CS	Comité scientifique
CSFEF	Comité syndical francophone pour l'éducation et la formation
CT	Conseiller technique
EPT	Éducation pour tous
FAPE	Fédération africaine des parents d'élèves et d'étudiants
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GT	Groupe de travail
IE	Internationale de l'éducation
IEA	Association internationale pour l'évaluation des acquis scolaires
INEADE	Institut national d'étude et d'action pour le développement de l'éducation du Sénégal
IRT	Théorie des réponses aux items
MAEE	Ministère français des Affaires étrangères et européennes
MICS	Enquêtes par grappes à indicateurs multiples
NETF	Fonds fiduciaire norvégien pour l'éducation
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
ONG	Organisations non gouvernementales
ORE	Observatoire des réformes en éducation
OSC	Organisations de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN
PGL	Fondation Paul Gérin-Lajoie
	Conseil prospectif international Paul Guérin-Lajoie
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PREAL	Programme de promotion de la réforme éducative d'Amérique Latine et des Caraïbes
PTF	Partenaires techniques et financiers
RESEN	Rapport d'Etat d'un système éducatif national
SACMEQ	Consortium d'Afrique australe pour le pilotage de la qualité de l'éducation
SEIA	Conférence sur l'éducation secondaire en Afrique
SINAPROF	Syndicat national des professeurs de Guinée Bissau
STP	Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN
TIMSS	Enquête internationale sur les tendances en mathématiques et en sciences
TISSA	Formation des enseignants en Afrique sub-saharienne (UNESCO)
UCAD	Université Cheikh Anta Diop (Dakar, Sénégal)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
WAEC	Conseil des examens de l'Afrique de l'ouest
ZEP	Zone d'éducation prioritaire



PARTENARIAT ET INNOVATION

Par Madame Adiza Hima
Secrétaire Générale de la CONFEMEN

2007 aura été une année particulièrement dense pour la CONFEMEN. Une année qui aura tenu toutes les promesses contenues dans le programme d'activités adopté lors de la 52e session ministérielle de Niamey (Niger) et dont nous tirons une réelle satisfaction. Une année au cours de laquelle le Secrétariat Technique Permanent (STP) a ouvert de nouveaux champs d'action dont les premiers résultats ont montré tout le bénéfice que notre institution gagnerait à continuer dans la voie tracée, en termes de visibilité, mais aussi de prise en compte de ses productions.

Partenariat et innovation pourraient donc bien être le trait dominant de cette année 2007. Partenariat et innovation, aussi bien dans le domaine des politiques éducatives, de la promotion des intérêts communs que de la communication.

Sur le plan des politiques éducatives d'abord, nous pouvons noter une forte progression du rythme de réalisation des évaluations des systèmes éducatifs conduites dans le cadre du **Programme d'analyse des systèmes éducatifs (PASEC)**, qui a intégré en 2007, plus d'une nouveauté dans ses méthodes et outils de travail, développant sans cesse le processus de recherche pour répondre mieux aux aspirations et attentes des pays. Au delà des évaluations des systèmes éducatifs, notre contribution s'est étendue à l'amorce d'un échange dynamique et permanent entre les différents acteurs de l'éducation, gage d'une plus grande performance de nos systèmes éducatifs ; processus que nous avons enclenché en octobre 2007 avec la tenue des *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*. Une première qui a été bien accueillie des représentants de l'administration scolaire, des syndicats d'enseignants et des associations de parents d'élèves et qui a été fortement appuyée et encouragée par nos partenaires internationaux.

Outre le DVD sur ces Journées qui sera largement diffusé en vue de partager avec le plus grand nombre, les riches échanges auxquels ont donné lieu ces Journées de réflexion sur le partenariat en éducation, un document sera produit et mis à la disposition des acteurs afin de leur permettre de s'imprégner au quotidien des grands principes d'une gestion partenariale saine et bénéfique pour le système éducatif.

Sur le plan de la dynamique partenariale que nous nous sommes engagés à renforcer et à développer davantage, nous continuons à œuvrer afin que la CONFEMEN soit au confluent de toutes les synergies engagées dans le développement de l'éducation. C'est dans cet esprit que s'inscrivent les multiples rencontres internationales auxquelles nous avons activement participé ; c'est dans cet esprit aussi que nous avons initié les Journées de réflexion sur le partenariat en éducation avec la Fédération africaine des parents d'élèves et d'étudiants (FAPE), le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Banque mondiale (BM), la Banque islamique de développement (BID), l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) ainsi que l'Internationale de l'éducation (IE).

Le partenariat, c'est également dans le domaine de l'évaluation où les Conseillers du PASEC, lors de leurs missions d'identification, rencontrent des partenaires locaux, qu'ils soient nationaux ou internationaux, pour échanger avec eux sur un éventuel appui des efforts de la CONFEMEN dans l'instauration d'une culture d'évaluation dans les pays.

C'est enfin le cas dans le domaine de la communication où nous avons réalisé aussi des efforts notables pour donner le maximum d'échos à nos activités, à travers divers médias dont un site Internet rénové et plus fonctionnel. Le site Internet de la CONFEMEN est aujourd'hui un site convivial et riche. La finalisation du processus de mise en ligne de tous les documents, notamment les données du PASEC qui font l'objet d'une forte demande au sein de la communauté scientifique, ou encore le forum interactif que nous comptons lancer d'ici peu, augmenteraient sans doute le nombre des visites déjà recensées.

Aussi voudrais-je rappeler que les ministres et Correspondants nationaux (CN) ont félicité les membres du STP « *pour leur engagement, la pertinence et l'efficacité des initiatives jusqu'ici prises pour la mise en œuvre adéquate du plan de relance de l'institution ainsi que pour la vigilance accordée à la mise en œuvre des recommandations formulées à l'occasion des précédentes sessions ministérielles* ». Tout comme ils ont tenu à exprimer leur entière satisfaction à l'égard du STP « *pour la capacité de mobilisation des financements extérieurs, pour l'excellence du travail accompli et la très grande qualité des documents proposés* ».

En inscrivant 2008 dans la même logique de l'innovation et du partenariat, le STP entend faire plus et mieux en 2008, jetant ainsi les bases du 50e anniversaire de la CONFEMEN.

PARTIE I

Réunions des instances et audiences de la Secrétaire Générale
de la CONFEMEN

I. RÉUNIONS DES INSTANCES DE LA CONFEMEN

Ce sont les réunions régulières :

- du Groupe de travail (GT) des Correspondantes et Correspondants nationaux (CN) des Etats et gouvernements membres du Bureau tenue en juin 2007 à Mbodiène (Sénégal) ;
- du Comité scientifique (CS) du PASEC tenue en septembre 2007 à Paris (France) ;
- des réunions de l'intersession : GT, Commission administrative et financière (CAF), Bureau des ministres, tenues à Lomé (Togo) en novembre 2007.

1. Réunion du Groupe de travail des Correspondantes et Correspondants nationaux membres du Bureau

La réunion du groupe de travail des CN des Etats et gouvernements membres du Bureau s'est tenue du 25 au 29 juin 2007 à Mbodiène (Sénégal).

L'objectif de cette réunion était d'assurer le suivi des décisions prises lors de la 52e session ministérielle de Niamey (Niger) de juin 2006 et de prendre toutes les dispositions utiles dans le cadre de la préparation du Bureau de l'intersession qui s'est déroulé à Lomé (Togo) en novembre 2007.

L'ordre du jour portait notamment sur un certain nombre de documents élaborés par le STP et soumis à l'appréciation des CN. Il s'agissait entre autres du projet de document sur l'enseignement secondaire et perspectives, le projet de document de réflexion sur l'évaluation des systèmes éducatifs, de deux documents relatifs à la communication, de la programmation OIF 2007-2009 ainsi que de l'ordre du jour de la réunion du Bureau qui s'est tenu à Lomé (Togo) en novembre 2007.



2. Réunion du Comité scientifique du PASEC

Le CS s'est réuni début octobre en présence de la Secrétaire Générale à Sèvres (France).

Le rapport d'activité provisoire a été présenté et les discussions ont porté sur :

- Les problèmes de communication et de valorisation des activités du PASEC ;
- Les partenariats ;
- L'efficacité de la stratégie de validation des rapports PASEC à travers la désignation de deux membres référents du CS ;
- Le respect des chronogrammes d'activités.

Le guide méthodologique a été étudié en détail par le CS et des personnes ressources, notamment la partie sur les tests.

Voici les principales recommandations du Comité, extraites du procès verbal :

► Du Guide méthodologique

Selon le CS, le guide méthodologique est une priorité absolue. Ceci étant dit, il n'est pas envisageable d'avoir une version définitive en mai 2008. Une réunion spéciale du CS pourrait être programmée à la fin de l'été 2008 pour obtenir une version aboutie.

Deux membres référents du CS ont été désignés, M. Jean BOURDON et M. Katja MICHAELOWA, pour venir en appui aux CT dans la mise au point du guide.

Les équipes nationales PASEC devront être associées à l'exercice d'élaboration du guide en apportant leur éclairage sur la lisibilité du document et l'adéquation avec leur besoin de formation et de connaissance. Le guide leur sera communiqué pour avis dans son état d'ébauche.

► De la convention type STP- Pays bénéficiaire

Trois éléments doivent être pris en compte dans une nouvelle mouture de la convention type :

- La procédure de traduction et d'adaptation culturelle des instruments PASEC, qui devient un objet pressant déjà dans le cadre du PASEC 9 ;
- La spécification des taux de réponse minimum dont le non respect annule la convention ;
- Des éclaircissements sur les responsabilités dans l'interprétation des résultats.

► Du PASEC IX

Les pays retenus pour le PASEC IX sont : le Burundi, les Comores, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Liban.

La question du déroulement du PASEC IX a été abordée et les discussions entre les membres du CS ont permis d'aboutir au consensus suivant :

- Pour les deux premiers pays pris en compte (Comores et Guinée Bissau), il a été recommandé d'effectuer une mission exploratoire sur le terrain, composée d'un membre du CS et d'un CT, afin de vérifier la faisabilité de réalisation d'une évaluation PASEC et de pouvoir démarrer aussitôt que possible le processus au cours de l'année scolaire 2007/2008. Il a été convenu qu'au cas où un pré-test ne pourrait être effectué avant janvier 2008, il serait envisagé de modifier la procédure d'évaluation standard PASEC en opérant un pré-test en juin 2008 pour les élèves de CP1 et de CE2, puis un post-test en juin 2009 pour ces mêmes élèves une fois qu'ils sont passés au CP2 et CM1.
- Pour le Liban et le Burundi, la Secrétaire Générale accompagnera sur le terrain les CT. Pour le Liban, il a été recommandé qu'elle suive la situation sécuritaire.

Il a aussi été évoqué la problématique post-conflit des trois pays, Burundi, Liban et Côte d'Ivoire notamment sur la couverture du territoire national. L'évaluation de ces pays devrait avoir lieu au cours de l'année 2008-09.

► Du fonctionnement du STP

Le CS invite à promouvoir la reconnaissance des compétences techniques des CT du STP par le biais de participation à des colloques scientifiques internationaux où ils devront présenter les travaux du PASEC. A cette fin, une mise à niveau des compétences en langue anglaise des conseillers pourrait être envisagée.

► Du fonctionnement du CS

Les délais dans la sollicitation des membres du CS doivent être allégés. Les frais des membres du CS pour les communications Internet et l'impression des documents doivent être pris en charge par le STP.

► De la prochaine réunion du CS

La prochaine réunion du CS se tiendra du 30 avril au 5 mai 2008, probablement en Suisse. Le CS, qui a offert son assistance pour la prise de contact, une fois les correspondances officielles envoyées, demande que soit organisée la visite d'établissements scolaires. Il est demandé au STP de préparer les documents avec un délai suffisant en amont de la réunion.

3. Réunions de l'intersession de la CONFEMEN

Du 5 au 10 novembre 2007, les réunions de l'intersession auxquels participaient les ministres et chefs de délégation, membres du Bureau de la CONFEMEN, se sont tenues à Lomé (Togo).



Ces réunions ont été l'occasion d'examiner l'avancement des travaux depuis la réunion ministérielle de Niamey (Niger) et de prendre les décisions nécessaires pour préparer les prochaines échéances de la CONFEMEN, dont la prochaine et 53e session ministérielle de Caraquet (Canada Nouveau-Brunswick).

► Réunion du Groupe de travail

La réunion du GT des CN des Etats et gouvernements membres du Bureau de la CONFEMEN s'est tenue à Lomé (Togo) les 5 et 6 novembre 2007. Cette réunion a permis d'examiner l'avancement des travaux depuis la réunion de Mbodiène (Sénégal) de juin 2007 et de préparer la session du Bureau des 9 et 10 novembre.

Au cours de cette réunion, les CN ont examiné et échangé sur les versions améliorées et enrichies des différents documents que le STP leur a soumis à Mbodiène ainsi que ceux relatifs au bilan de l'année en cours et les perspectives tracées pour 2008. Ils ont ainsi étudié :

- Le programme d'activités 2008 ;
- Les résultats des études du PASEC et la proposition d'orientations du programme pour le PASEC IX ;
- Le projet de document de travail de la 53e session ministérielle « *Enseignement secondaire et perspectives* » ;
- Le projet de document de réflexion et d'orientation de la 51e session ministérielle « *L'évaluation des systèmes éducatifs : pour un meilleur pilotage par les résultats* » ;
- Le projet de document de stratégie de communication pour l'éducation « *Contribution au dialogue politique en éducation* » ;
- Les paramètres généraux de l'organisation de la 53e session ministérielle ;
- Le projet d'ordre du jour du Bureau.



En questions diverses, la réunion a échangé sur les *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*, la préparation de la 54e session ministérielle (50e anniversaire de la CONFEMEN) ainsi que sur la libéralisation des services éducatifs, une initiative de la Communauté française de Belgique.

► Réunion de la Commission administrative et financière

La CAF s'est réunie les 7 et 8 novembre 2007. Les participants ont examiné au cours de cette réunion les documents suivants :

- Le rapport des commissaires aux comptes et des observations du STP pour l'exercice 2006 ;
- La mise en place de la comptabilité en partie double : présentation et examen des documents y afférents ;
- La présentation du projet de budget 2008.

Sur l'ensemble des débats relatifs au bilan de l'exercice 2006, à la mise en place de la comptabilité en partie double, comme sur le projet de budget 2008, les membres de la CAF ont tenu à exprimer leur entière satisfaction à l'égard de la Secrétaire Générale, du gestionnaire comptable et des commissaires aux comptes pour l'excellence du travail accompli et la très grande qualité des documents proposés.



► Réunion du Bureau

La réunion du Bureau s'est tenue les 9 et 10 novembre 2007. L'ordre du jour portait sur l'examen des différents documents soumis auparavant au groupe de travail des CN lors de leur session du 5 et 6 novembre. Notons en guise de rappel :

- Les résultats des études du PASEC ;
- L'évolution du guide méthodologique ;

- Les documents élaborés relatif à communication ;
- Le document relatif à la thématique de la prochaine session ministérielle *Enseignement secondaire et perspectives* ;
- L'adoption du projet de programme d'activités 2008 ;
- Les documents en lien avec l'aspect administratif et financier.

De plus, deux questions de fond ont émergé, en l'occurrence l'importance de la préparation du 50e anniversaire de la CONFEMEN et l'élargissement de la CONFEMEN à tous les pays membres de la Francophonie.

II. AUDIENCES DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Au cours de l'année qui s'est achevée, la Secrétaire Générale a eu plusieurs rencontres d'échanges et de travail avec des responsables d'institutions partenaires ainsi que des représentants gouvernementaux d'Etats membres ou intéressés à intégrer la CONFEMEN.

1. Séance de travail à la Direction de l'éducation et de la formation de l'OIF

Toujours dans le cadre de sa mission à Paris (France) pour prendre part au 63e CPF, la Secrétaire Générale a eu le 17 avril 2007 une réunion avec M. Soungalo OUEDRAOGO, Directeur de l'éducation et de la formation de l'OIF, en présence de M. Emmanuel Locha MATESSO, responsable de programme, M. Christian BELLEVENU, CN de la CONFEMEN au Ministère des Affaires étrangères et européenne (MAEE) et M. Alain DERSHIGNY du même ministère.

Cette séance de travail a porté essentiellement sur la mise en place des dispositifs nationaux d'évaluation dans les pays francophones du Sud.

Pour engager le processus, il a été retenu l'élaboration par la CONFEMEN et l'OIF d'un cahier de charge du comité de pilotage et d'expertise.

Le projet de cahier de charge a été transmis début juin aux CN membres du Bureau pour examen lors de la réunion du comité de suivi OIF-CONFEMEN qui a eu lieu au même moment que la réunion du GT du 25 au 29 juin 2007.

2. Séance de travail au Bureau du Comité syndical francophone pour l'éducation et la formation

Le 18 avril 2007, la Secrétaire Générale a eu une séance de travail avec M. Roger FERRARI, Président du CSFEF dans le cadre de la préparation de la réunion-débat qui a eu lieu en octobre 2007 sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique, conformément au programme d'activités de la CONFEMEN.

La Secrétaire Générale a présenté les trois documents conceptuels de la réunion que sont :

- Une proposition des termes de référence de la réunion ;
- Une note sur les éléments logistiques ;
- Un projet de calendrier de la réunion.

Après un échange très riche, M. FERRARI a donné son accord sur le contenu présenté et a promis de répondre officiellement après consultation avec le Secrétaire Général du CSFEF. Il s'est réjoui de la qualité de la collaboration entre la CONFEMEN et son institution. Il a également porté une forte appréciation sur cette initiative portant sur une thématique de grande importance pour le développement des systèmes éducatifs.

3. Audience de la Secrétaire Générale avec le Ministre du Patrimoine bâti, de l'Habitat et de la Construction du Sénégal

Le 11 mai 2007, la Secrétaire Générale a été reçue en audience par M. Oumar SARR, Ministre du Patrimoine bâti, de l'Habitat et de la Construction du Sénégal. La Secrétaire Générale était accompagnée de M. Mbaye Ndoumbé GUEYE, CN de la CONFEMEN.

Le Secrétaire Générale a présenté au Ministre les remerciements et la reconnaissance de la CONFEMEN pour le traitement réservé au dossier relatif aux locaux de la CONFEMEN. Elle a également transmis au ministre l'expression des besoins en bureaux et salles communes pour abriter l'ensemble du personnel du STP.

Le ministre a réaffirmé à l'occasion l'engagement de son gouvernement à octroyer à la

CONFEMEN de nouveaux locaux dans les immeubles en construction sur l'Avenue Cheikh Anta DIOP.

A l'issue de l'audience, il a été décidé qu'une réunion du Cabinet autour du ministre se chargerait d'examiner le dossier en vue de procéder à la répartition des bureaux entre les structures bénéficiaires.

Le ministre du Patrimoine bâti s'est engagé à tenir informé la CONFEMEN de l'évolution des opérations.

4. Audiences de la Secrétaire Générale au Laos

En marge des réunions du 65^e Conseil permanent de la Francophonie (CPF), la Secrétaire Générale a rencontré les délégations du Vietnam, de la Tunisie, du Maroc et de la Guinée Equatoriale en vue de l'adhésion de ces pays à la CONFEMEN. Ces délégations ont toutes montré leur intérêt et attendent une lettre officielle de la CONFEMEN.



Précisément en ce qui concerne le Laos, la Secrétaire Générale a été reçue en audience, en l'absence du ministre de l'Éducation, par M. Lytou BOUAPAO, Sous-Ministre de l'Éducation et ancien CN de la CONFEMEN, entouré de ses proches collaborateurs. La séance de travail a notamment permis d'échanger sur les possibilités de coopération entre la CONFEMEN et le Laos, voire les autres pays francophones d'Asie du Sud-Est, à savoir le Cambodge et le Vietnam. Insistant

sur le problème lié à la qualité et au suivi-évaluation du système éducatif, le Sous-Ministre a informé la Secrétaire Générale de leur décision de créer une structure chargée de la question de la qualité de l'éducation. Il a dit souhaité à cet effet bénéficier de l'appui de la CONFEMEN à travers une évaluation PASEC. Compte tenu de la complexité de la réalisation d'une évaluation dans les délais souhaités, la Secrétaire Générale a demandé au Sous-Ministre de lui transmettre les documents de création de la structure chargée du suivi de la qualité.

La CONFEMEN examinera ainsi la possibilité d'apporter un appui à la mise en place de cette structure à travers le renforcement des capacités des personnels. Cette activité pourra au besoin couvrir les trois pays : Laos, Cambodge et Vietnam.

Le Laos pourra également, au moment opportun, soumettre sa candidature au comité de pilotage OIF-CONFEMEN dans le cadre du projet relatif à la mise en place des dispositifs nationaux d'évaluation.

5. Audience de la Secrétaire Générale avec le Ministre de l'Éducation de la Tunisie

En marge du séminaire sur la formation des gestionnaires intégrée au fonctionnement du système éducatif, la Secrétaire générale de la CONFEMEN, accompagnée de la conseillère en politiques éducatives, a été reçue en audience par M. Sadok KORBI, Ministre de l'Éducation de la Tunisie. Le but de cette visite était d'inviter la Tunisie à adhérer à la CONFEMEN afin de partager la riche expertise du système éducatif tunisien à tous les États et gouvernements membres. Une lettre du Président en exercice lui sera transmise à cet égard.

Lors de cet entretien, le ministre a fait un bref portrait du système éducatif de son pays tout en mentionnant quelques statistiques concernant, notamment, le taux d'achèvement en enseignement secondaire (97% dont 60% sont des filles) et le taux d'abandon (0,8%), démontrant les performances du système éducatif tunisien. Par ailleurs, il a évoqué quelques mesures qui ont été prises depuis l'indépendance pour arriver à un système éducatif performant :

- Un important budget alloué à l'éducation ;
- L'obligation d'être à l'école jusqu'à 16 ans avec des sanctions prévues aux parents réfractaires ou négligents ;
- La mise à disposition de ressources matérielles pour favoriser tout cadre d'apprentissage (par exemple les autobus scolaires gratuits pour permettre les sorties extra-scolaires) ;
- L'intégration des technologies de l'information et de la communication dans 75% des écoles du niveau primaire et dans tous les collèges et lycées, y compris ceux des zones rurales (par satellite lors d'absence de structures relatives à l'accès à Internet) ;

- Des passerelles entre les filières de la formation générale et de la formation professionnelle et technique, valorisant ainsi cette dernière ;
- L'évaluation systémique des élèves de 4e année afin de cibler assez tôt dans le parcours scolaire les élèves en difficulté et de leur offrir des cours de rattrapage obligatoire et gratuit ;
- La lutte contre l'analphabétisme ;
- La formation de tout le personnel scolaire dans les trois institutions exclusivement réservées au domaine de l'éducation ;
- Les exigences élevées dans le recrutement du personnel enseignant afin d'en assurer la qualité.

Le ministre a précisé que l'objectif de l'**éducation pour tous** est atteint en Tunisie et le pays se donne comme nouveau défi : la qualité pour tous.

Par ailleurs, il annonce quelques nouveaux défis, dont :

- La lutte contre l'analphabétisme numérique ;
- La recherche de nouvelles approches pédagogiques attrayantes pour les garçons ;
- La scolarisation dès le pré-scolaire.

Pour terminer, le ministre a affirmé la volonté de son pays de partager son expertise avec les pays de l'Afrique subsaharienne dans un développement harmonieux de leurs systèmes éducatifs et mentionne la disponibilité des experts Tunisiens pour cet échange.

PARTIE II

Contribution à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques éducatives

La contribution de la CONFEMEN à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques éducatives, conformément à l'axe 2 du plan de relance, s'est concrétisée par plusieurs activités dont la qualité et la portée ont été relevées par les partenaires et les pays. Ces activités sont relatives, aussi bien aux évaluations des systèmes éducatifs, au partenariat en éducation, à la gestion scolaire qu'aux initiatives entreprises dans le domaine de la communication.

I. JOURNÉES DE RÉFLEXION SUR LA PRATIQUE DE LA DYNAMIQUE PARTENARIALE DANS LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE

En vue d'apprécier l'évolution de la mise en œuvre des résultats de la réflexion sur la dynamique partenariale faite en 1998 lors de la 48e session ministérielle tenue à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), la CONFEMEN a organisé, en partenariat avec le CSFEF et la FAPE des *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*. D'autres partenaires dont l'OIF, la BM, le MAEE et l'ADEA, ont participé à l'organisation de cet événement.



Ces Journées ont permis de relever les succès, d'identifier les difficultés rencontrées et de mettre en évidence des **solutions novatrices visant le renforcement de la dynamique partenariale dans les systèmes éducatifs**.

Placées sous le patronage du Ministre de l'Éducation du Sénégal, M. Moustapha SOURANG et en présence de M. Ousmane Samba MAMADOU, Ministre de l'Éducation nationale du Niger et Président en exercice de la CONFEMEN, ces Journées de réflexion se sont tenues du 16 au 18 octobre 2007, à Dakar (Sénégal).

144 participants représentant les ministères de l'Éducation, les associations de parents d'élèves, les organisations syndicales de 24 pays ainsi que les institutions internationales, les ONG et les associations intervenant dans le domaine de l'éducation et de la formation étaient réunis pour ces Journées.

Trois thèmes ont été développés :

- La décentralisation efficiente des systèmes éducatifs ;
- Le développement d'une culture de consultation, de concertation et de dialogue politique ;
- La dynamique partenariale et ses impacts sur les performances des systèmes éducatifs.

Chacun de ces thèmes a fait l'objet d'un exposé de cadrage suivi d'études de cas.

Les échanges suscités par ces présentations ont permis de tirer les leçons apprises de la pratique de la dynamique partenariale, de proposer des pistes de solutions et de formuler de nouvelles recommandations.

Ces recommandations portent notamment sur :

- La définition claire des rôles et des responsabilités des différents acteurs dans le respect des textes de loi qui doivent organiser la décentralisation pour assurer le transfert effectif des compétences et des ressources ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication, d'information et de formation afin de rendre l'ensemble des partenaires aptes à participer efficacement à l'amélioration des systèmes éducatifs ;
- La nécessité de renforcer les capacités des différents partenaires afin de les rendre plus opérationnels dans la pratique de la dynamique partenariale ;
- L'utilisation du partenariat comme levier pour évaluer la qualité de l'école ainsi que la performance des systèmes éducatifs et, à cet effet, mettre à contribution l'expertise des divers organismes et programmes, dont celle du PASEC et des autres institutions spécialisées.



Ces recommandations ont été soumises aux ministres de la CONFEMEN lors de la réunion du Bureau en novembre à Lomé (Togo).

II. PROJET DU DOCUMENT DE RÉFLEXION ET D'ORIENTATION SUR LA THÉMATIQUE ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET PERSPECTIVES

Nul ne conteste le rôle essentiel de l'enseignement secondaire dans le renforcement du capital humain, particulièrement dans un contexte d'émergence d'une ère de savoir, d'évolution rapide des technologies et de démocratisation des pays. En outre, cet ordre d'enseignement est particulièrement important dans la lutte pour le développement durable. C'est pourquoi, lors de la 52e session ministérielle, les Ministres ont convenu de retenir le thème de « *Enseignement secondaire et perspectives* » pour leur 53e session ministérielle prévue à Caraquet (Canada Nouveau-Brunswick).

Dans cette optique, un travail préparatoire a été engagé. Ce travail préparatoire a été axé sur une revue de littérature, la participation de la CONFEMEN à des réunions internationales relatives à cet aspect (notamment la 3e conférence sur l'enseignement secondaire) ainsi que sur une enquête auprès des États et gouvernements membres de la CONFEMEN.

La présentation du document a permis aux participants de constater la variété des aspects abordés tels que l'accès et l'équité, la qualité, la diversification des filières, les moyens à mobiliser et le partenariat. Ce document est ouvert et apporte suffisamment d'éléments pour favoriser les échanges et les discussions à l'occasion du débat ministériel. Toutefois, les participants ont formulé quelques recommandations afin de faciliter la préparation du débat. Parmi ces recommandations, mentionnons la réduction de propositions d'axes d'orientations afin de faciliter la définition de stratégies éducatives pour ce sous-secteur, la prise en compte de l'articulation nécessaire entre les formations générales et celles qui sont professionnelles et techniques ainsi que la nécessité de concevoir un document synthétique d'aide au débat.

Le travail se poursuit afin d'intégrer les différentes contributions, soit les réponses au questionnaire et les commentaires et suggestions lors des réunions. De plus, des contacts avec l'ADEA ont été pris en vue de bénéficier des résultats des travaux de la prochaine biennale.

III. SUIVI DES DOCUMENTS DE RÉFLEXION ET D'ORIENTATION EN ÉLABORATION EN 2006

Il s'agit de documents relatif à la gestion scolaire et à l'évaluation des systèmes éducatifs. Le document de réflexion et d'orientation « *Vers une nouvelle dynamique de la gestion scolaire* », thème de la 52e session ministérielle, a pu être publié et diffusé. Quant au document relatif à l'évaluation des systèmes éducatifs, thématique de la 51e session ministérielle, une contribution de la part du STP a permis un avancement dans les travaux. La rédaction de ce document se poursuit et un comité composé de CN, membres du Bureau, est chargé de sa finalisation.

IV. EVALUATIONS DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS DES PAYS MEMBRES PAR LE PASEC

2007 a été particulièrement riche en matière d'évaluations. Pas moins de quatre restitutions ont été faites (trois évaluations diagnostiques dans le cadre du PASEC VII et une thématique en Guinée) tandis que cinq autres sont engagées au titre du PASEC VIII et deux pour le PASEC IX.

1. Évaluation thématique en Guinée

Un travail important de valorisation et de contextualisation de la recherche a été effectué en collaboration avec le Pôle Communication dans le cadre d'un CONFEMEN Infos thématique. Ce numéro reprend en particulier les résultats d'une étude sur les compétences académiques des enseignants mesurées par le biais de tests. Ces résultats ont été aussi restitués en mai aux principaux acteurs du système éducatif, parallèlement aux résultats du PASEC sur l'effet de la formation. Les rapports PASEC ont été transmis aux acteurs du système avant la restitution, ce qui a permis une très bonne appropriation de la méthodologie et des résultats. Ce travail a débouché sur la formulation de

recommandations portant sur :

- Le processus de sélection/recrutement des enseignants (incluant la question de test) ;
- La gestion des enseignants contractuels de l'élémentaire ;
- La formation des enseignants (initiale et continue).



Dans le contexte guinéen, marqué par une forte implication des Partenaires techniques et financiers (PTF) dans l'élaboration des politiques éducatives, la participation à la revue sectorielle et la transmission des résultats aux principaux bailleurs de fond, notamment à la BM s'est avérée une stratégie efficace permettant de mieux prioriser les appuis des PTFs à la Guinée en matière de qualité, dans le cadre de son programme sectoriel. Il est ainsi prévu de revoir les modes de sélection des enseignants (tests) et d'en améliorer la gestion et les conditions de travail, qui sont des recommandations explicites de l'atelier de restitution.

En décembre 2007, la Guinée a reçu un avis favorable pour la requête de fonds catalytique Fast Track et les documents présentés à cette occasion comportent un important volet qualité, reprenant une partie des recommandations de l'atelier PASEC.

Il semblerait que certaines stratégies permettent la prise en compte réelle des résultats des évaluations dans les politiques éducatives. Les résultats de la Guinée ont été présentés à une réunion thématique sur la professionnalisation des enseignants en juin au Centre international d'études pédagogiques (CIEP). Le rapport est en ligne sur le site Internet.

2. Evaluation diagnostique au Bénin - PASEC VII

L'évaluation menée au Bénin au cours de l'année scolaire 2004-2005 a couvert 145 écoles sur 150 prévues. Étant donné que les critères d'échantillonnage ont pris en compte certaines caractéristiques des écoles pouvant changer d'une année à une autre (écoles à cycle complet et incomplet), le nombre de classes étudiées dans chacun des deux niveaux ne correspond pas au nombre prévu. Au terme de l'enquête, on a observé 139 et 144 classes respectivement en 2e et 5e année, soit un taux de couverture de 92% en 2e année et 94% en 5e année. On dénombre également une perte d'élèves de 16% et 13% entre le pré-test et le post-test, respectivement en 2e année et en 5e année.

Les analyses, finalement basées sur des effectifs de 1705 élèves de 2e année et 1823 élèves de 5e année ont dégagé des résultats préoccupants qui traduisent la faiblesse de la qualité de l'enseignement.

Les résultats de l'évaluation ont été restitués aux acteurs de l'éducation et aux partenaires techniques et financiers en juin 2007, en préparation de la revue sectorielle qui prévoyait une séance sur la qualité restituant plusieurs évaluations menées au Bénin. Les participants à l'atelier ont, en général, bien accepté les situations et phénomènes révélés. Le principal résultat de l'évaluation PASEC, la faiblesse de la performance des élèves, est corroboré par les résultats obtenus par les autres évaluations que le pays a menées en partenariat avec l'USAID et l'AFD.



Ensemble, les participants ont défini, après le débat et les discussions sur les résultats présentés, les thématiques qui leur paraissent préoccupantes pour leur système et qui méritent d'être discutées davantage pour pouvoir en tirer des pistes de régulations.

Les thématiques retenues et débattues concernent :

- Le redoublement ;
- Les manuels scolaires ;
- La gestion de l'école ;

- L'approche genre ;
- Le profil de l'enseignant.

Au-delà des éléments explicatifs proposés par les acteurs de l'éducation aux problèmes soulevés, relatifs à chacune de ces thématiques, des recommandations ont été formulées et intégrées dans le rapport final de l'évaluation.

3. Evaluation diagnostique au Cameroun - PASEC VII

L'enquête a concerné environ 120 écoles du sous-système francophone et 50 écoles du sous-système anglophone, grâce à une contribution exceptionnelle du ministère camerounais de 11 millions de F CFA. Les taux de réponse ont été relativement élevés et les données de bonne qualité. Le taux de couverture a été supérieur à 92 % pour chaque sous-système et niveau étudié.

Avec une taille d'échantillon relativement réduite, la comparaison des résultats des élèves du sous-système anglophone avec ceux du sous-système francophone n'a donc pas été entreprise. Le rapport tente d'établir la relation entre suppression des frais d'écolage, augmentation des taux de scolarisation (notamment des pauvres) et évolution du niveau moyen des élèves entre les deux vagues d'évaluation 1996 et 2005. La modélisation fait ressortir plusieurs facteurs de manière relativement stable, la plupart étant du ressort du niveau école. Les résultats des analyses ont été rapportés aux actions prévues dans la stratégie sectorielle afin de permettre au gouvernement d'établir des priorités.

L'équipe nationale et le CN ont été fortement impliqués dans les analyses, notamment du sous-système anglophone, et dans la rédaction du rapport. Le rapport a été restitué début novembre à une trentaine de cadres du ministère de l'Éducation de base et à des institutions nationales. Les participants ont souligné la qualité du travail accompli et ont formulé un nombre important de recommandations.

Le rapport a été mis en ligne en décembre 2007, assorti d'une brochure de synthèse. La diffusion a commencé mais la CONFEMEN est actuellement en train de négocier des tarifs acceptables avec les imprimeurs. Le rapport devrait être traduit en anglais. Un dossier pour un financement extérieur pour la traduction a été constitué et transmis à la BM.

4. Evaluation diagnostique à Madagascar - PASEC VII

L'évaluation diagnostique PASEC à Madagascar concernait l'année scolaire 2004-2005. L'évaluation PASEC débutée en 2004 à Madagascar est la deuxième du genre. La première, également une évaluation diagnostique, a été menée en 1997-1998.



En plus des tests habituels de français et mathématiques, les autorités malgaches ont sollicité l'intégration de la langue malgache à l'évaluation, moyennant un financement du projet Madère. Ce projet a également intégré quelques items (ajouts spécifiques en français), mesurant les compétences liées à la lecture et compréhension de texte en 2e année et à la rédaction d'un texte en 5e année. L'AFD, intéressée par l'évaluation, a souhaité l'étendre, à ses frais, à 30 écoles où elle intervient. Au total, l'évaluation a porté sur 180 classes de CP2 et 161 classes de CM2. Les taux de réponse ont été de 98 et 100 % en 2e et 5e année. Le pourcentage de perte d'élèves est de 15,7 et 11,2% respectivement.

Le rapport de l'étude a été validé par le CS et la restitution a eu lieu en janvier 2008.

5. Evaluation diagnostique à Maurice - PASEC VIII

L'évaluation diagnostique du PASEC à Maurice a commencé en 2006 avec la réalisation du pré-test en février 2006 et du post-test en septembre 2006. L'évaluation devait couvrir 225 écoles sur un total de 290 dans le pays, ce qui correspond à un taux de couverture

nationale de près de 80%. Les premières versions des données complètes (pré-test et post-test) ont été reçues au mois de mai 2007, après un travail important de vérification entrepris par l'équipe nationale. Les premiers contrôles ont permis de remarquer que 3 écoles ont été perdues sur les 225 initialement prévues. La taille relativement élevée de l'échantillon tient aux faibles distances à parcourir par les administrateurs des tests.

Une mission d'appui au traitement des données a été effectuée du 16 au 20 juillet, en notant la forte implication de l'équipe nationale, rompue à ce genre d'exercice grâce à son expérience avec le Consortium d'Afrique australe pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ). Le Ministre a manifesté son intérêt pour la qualité de l'éducation à Maurice et sa vive attente des résultats définitifs et du rapport, au vu des quelques tendances qui se dessinaient dans les analyses exploratoires, particulièrement la très faible performance des élèves dans les écoles ZEP et les conditions de scolarisation qui ne correspondent pas toujours avec le cadre de création de ces écoles. Il a particulièrement suggéré, bien que cela ne soit pas initialement prévu dans la convention, qu'un rapport intermédiaire soit produit le plus tôt possible (avant novembre, date du bureau à Lomé) pour permettre d'engager déjà certaines actions pour la rentrée de janvier 2008, en attendant la production du rapport final. Le CN a également exprimé les mêmes souhaits.

Le travail d'analyse a commencé depuis lors, d'abord pour les besoins du rapport intermédiaire, puis ensuite pour le rapport global. Le STP a accueilli en novembre une mission d'analyse de deux membres de l'équipe nationale pour la rédaction d'un rapport intermédiaire, vu comme un outil de pilotage.

6. Evaluation diagnostique au Gabon - PASEC VIII

L'évaluation menée au Gabon au cours de l'année scolaire 2005-2006 a été réalisée sur un échantillon théorique de 148 écoles dont 5 écoles sans le niveau 5e année. Étant donné que les critères d'échantillonnage ont pris en compte certaines caractéristiques des écoles pouvant changer d'une année à une autre (écoles à cycle complet et incomplet), 129 et 125 classes ont fait l'objet d'une enquête respectivement en 2e et 5e année, soit des taux de réponse de 87%.

Une perte d'élèves est observée entre le pré-test et le post-test, laquelle est liée soit à une absence de toute la classe, soit à une absence partielle dans la classe. Le pourcentage d'élèves perdus correspondant à ces deux types d'absences s'élève à 19% et 26%. Les élèves n'ayant pas participé au post-test ont des scores au pré-test significativement inférieurs à ceux qui ont passé les deux tests.

Les analyses sont finalement basées sur des effectifs de 1601 élèves de 2e année et 1497 élèves de 5e année. Le travail d'analyse et de rédaction du rapport est en cours. Une mission de formation à l'analyse des données a été réalisée en octobre au cours de laquelle les premiers résultats des analyses ont été présentés aux autorités. Le responsable de l'équipe nationale est venu à Dakar en décembre pour parachever les analyses.

7. Evaluation diagnostique au Congo - PASEC VIII

L'évaluation diagnostique PASEC au Congo a commencé dès la mission d'identification qui a eu lieu en juin 2006. Les opérations de collecte des données du post-test ont été achevées en juin 2007. Les phases de correction et de codification du post-test ont commencé après la première semaine de septembre et se sont achevées le 19 septembre. Pour la phase de saisie du post-test, il est exceptionnellement prévu qu'une mission d'appui d'une durée prévue de deux semaines, dans le cadre d'une coopération Sud-Sud, mobilisant un statisticien de l'équipe PASEC du Burkina Faso, se rende à Brazzaville pour superviser et coordonner les opérations. Ceci, afin que les données soient toutes saisies en deux semaines et que ce dernier transmette les données ainsi saisies au STP pour traitement dès que possible.

Au pré-test, sur les 150 écoles prévues, 147 ont effectivement fait l'objet d'une enquête.

8. Evaluation diagnostique au Burkina Faso - PASEC VIII

L'évaluation diagnostique PASEC au Burkina Faso a commencé dès la mission d'identification en juin 2006. Le ministère s'est engagé à porter sa contribution statutaire qui s'élève à 3,5 millions F CFA à 8,5 millions afin d'augmenter la taille de l'échantillon de 150 à

180 écoles. Sur un échantillon de 180 écoles, la phase pré-test a permis de réaliser des enquêtes dans 158 et 160 classes en 2e et 5e année, soit des taux de réponse de 92,4% et 110,3%. Le taux de réponse supérieur à 100 en 5e année s'explique par le fait que les écoles de remplacement utilisées dans certains cas disposaient du niveau considéré mais aussi que certaines écoles ne disposant pas de ce niveau dans la base de sondage initiale ont pu ouvrir une classe entre la constitution de l'échantillon et la phase effective d'enquête. Les données du pré-test ont été transmises au STP en juin.

Conformément au calendrier, une mission d'appui à la deuxième phase a eu lieu du 7 au 11 mai 2007 au ministère de l'Enseignement de base et de l'Alphabétisation, à Ouagadougou (Burkina Faso).

Les opérations de terrain du post-test ont été réalisées sans encombre. Par contre, les activités relatives à la deuxième phase d'enquête, et plus particulièrement la correction des tests, la saisie et la vérification des données, ont été sérieusement retardées au niveau national. Les données du post-test n'ont donc pas été fournies par le ministère au STP en 2007.

9. Evaluation diagnostique au Sénégal - PASEC VIII

Les opérations d'évaluation ont concerné 180 écoles suite à l'engagement du Ministre, dans la convention, d'ajouter une contribution financière de l'ordre de 8,5 millions de F CFA. Le bureau national du Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) y a contribué à hauteur de 5 millions de F CFA, ce qui a pu couvrir, avec l'argent versé par le STP, les opérations de terrain. Le reliquat est attendu de la part du ministère pour couvrir les frais liés à la saisie du post-test, qui vient de s'achever.

Au pré-test, les écoles de remplacement n'ont pas systématiquement fait l'objet d'une enquête. En outre, certains enseignants étaient absents au pré-test, pour cause de journées de formation. Les taux de réponse sont donc relativement bas avec 163 écoles enquêtées sur 180, ce qui donne au niveau des classes 84,2% et 89,9% en 2e et 5e année.

Les opérations de post-test ont été perturbées par les mouvements sociaux des enseignants et se sont déroulées fin juin au lieu de mai comme initialement prévu. Ainsi, les élèves du public n'ont pas eu cours durant trois mois, tandis que le secteur privé continuait à assurer l'enseignement. Cela soulève une fois de plus la question du temps scolaire au Sénégal et de son effet sur les acquisitions, dont la mesure est un des objectifs assignés à l'évaluation par le Ministre. A cet effet, des fiches de suivi de l'absentéisme des élèves et des enseignants ont été laissées dans les écoles, tout comme au Burkina Faso et au Congo. Les taux de réponse ont été supérieurs à 95% pour les questionnaires maîtres et directeurs.

Les données ont été saisies et transmises au STP mi-décembre 2007.

10. Evaluation diagnostique en Guinée Bissau - PASEC IX

Une mission constituée de M. Norberto Bottani, Président du CS du PASEC et de M. Pierre Varly, CT, a permis d'étudier la faisabilité de l'enquête PASEC en Guinée Bissau et de rencontrer différentes organisations susceptibles d'être partenaires de l'opération.

L'étude des dispositifs de collecte des données a montré que la plupart des informations nécessaires à l'enquête pouvaient être collectées mais que, faute de financement, des difficultés importantes subsistaient pour la centralisation des informations, leur saisie et leur exploitation. En outre, la Guinée Bissau dispose d'un système original de collecte de données sur l'abandon. Les données les plus récentes transmises à la mission concernaient l'année scolaire 2005/2006. La mise à disposition des données pour l'année scolaire 2007/2008 avant mars 2008 est apparue comme une condition nécessaire à la réalisation de l'enquête, étant donné le développement très rapide des écoles communautaires.

S'agissant des tests, il a été convenu de traduire du français vers le portugais, puis dans l'autre sens à des fins de vérification, les instruments standards du PASEC et de les mettre à l'essai sur un petit échantillon. Afin de pouvoir faire l'impression des instruments et la formation des administrateurs dans les délais, il est apparu essentiel que la phase d'adaptation des instruments respecte les normes internationales en la matière et soit réalisée d'ici avril 2008.

Le ministère des Finances s'est engagé à payer au moins la moitié des arriérés de contribution statutaire dûs au plus tard à la fin de l'année 2007 et le reste en trois versements en 2008, conformément à la demande de la CONFEMEN. Il a été décidé que si ces trois conditions étaient réunies, l'évaluation pourrait démarrer en 2008 par le pré-

test pour terminer par le post-test en mai 2009.

La mission a rencontré différents partenaires (UNICEF, PNUD, FNUAP, Plan, BM, SINAPROF, PAM) pour échanger sur les conditions de réalisation de l'enquête d'un point de vue technique et financier et sur les problématiques de l'enquête identifiées par l'équipe nationale :

- Qualité globale des apprentissages ;
- Inégalités, notamment selon le type d'école ;
- Maîtrise de la langue d'enseignement par les enseignants ;
- Environnement linguistique des élèves ;
- Déterminants de l'abandon...

La totalité des partenaires se sont montrés très intéressés par l'exercice d'évaluation et pourraient contribuer financièrement afin d'augmenter la taille de l'échantillon de 150 à 180 écoles dans un premiers temps. Les PTFs partagent le constat sur la nécessité d'avoir des statistiques à jour sur l'éducation.

11. Evaluation diagnostique en Union des Comores - PASEC IX

Une mission de prospection a été effectuée par M. Kouak Tiyab, CT, et M. Pierre Fonkoua du CS en décembre 2007.

Les divers éléments d'informations collectés pendant cette mission d'exploration laissent présager qu'une évaluation standard PASEC est possible et serait d'ailleurs bien accueillie, mais l'opérationnalisation concrète sur le terrain reste sujette à deux contraintes majeures :

- Les contraintes de temps pour la finalisation de toutes les activités préalables à la tenue du pré-test ;
- L'instabilité permanente, en particulier dans l'île d'Anjouan par rapport à la crise séparatiste.

Il a été convenu que s'il advenait que le pré-test ne pouvait être effectué avant janvier 2008, il serait envisagé de réaliser un pré-test en octobre 2008 pour les élèves de CP2 et de CM1, puis un post-test en mai-juin 2009 pour ces mêmes élèves.

La prochaine mission devrait permettre de faire signer la convention, d'établir le budget prévisionnel, d'établir le plan de sondage et de tirer l'échantillon, d'adapter les instruments au contexte local et de former les administrateurs de tests. Pour cela, la stratégie optimale pour une formation identique à tous les administrateurs devrait être repensée par rapport à la stratégie standard, soit en faisant venir tous les administrateurs des différentes îles à la capitale, soit en faisant déplacer les CT sur chacune des îles pour assurer la même formation, soit encore en formant à la capitale quelques représentants des îles qui iront à leur tour former les administrateurs sur chacune des îles.

V. LE DOCUMENT DE STRATÉGIE DE COMMUNICATION EN ÉDUCATION

Axe majeur pour améliorer la demande sociale en éducation, la communication permet d'expliquer aux populations les enjeux liés à la promotion de l'éducation et à une gestion rationnelle des ressources allouées à ce secteur. Elle favorise entre les acteurs les échanges sur les préoccupations du moment, leur permettant de se comprendre et d'harmoniser leurs interventions. Enfin, elle concilie les visions et réunit les acteurs autour d'un minimum de consensus indispensable à une école qui doit être impérativement tenue à l'écart de toutes déviances politiques. Il s'agit d'échanger, de se comprendre et d'agir en conséquence.

Ce document de stratégie de communication en éducation tend d'abord à montrer le rôle crucial de la communication dans l'amélioration de la gestion des systèmes éducatifs, tout en faisant ressortir les bénéfices attendus de la mise en œuvre d'une telle démarche. Il présente ensuite les acteurs de l'éducation en mettant en exergue les rôles et les missions qui leur incombent dans la promotion d'une communication propice à une meilleure gestion des systèmes éducatifs. Enfin, il édifie sur les stratégies et les dispositifs éventuels d'une communication vivante, efficace et source de progrès dans le développement d'une éducation de qualité pour tous.

Voulu comme la contribution de la CONFEMEN au dialogue politique en éducation, le document de stratégie de communication pour l'éducation a été adopté par le Bureau

à Lomé (Togo). Ce document, conformément aux recommandations des ministres, sera publié dès que le pôle Communication y aura intégré les observations faites par les CN et les ministres. Suivant le programme d'activités 2008, il sera publié et diffusé avant la 53e session ministérielle de juin 2008.

VI. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du PASEC a connu une évolution notable avec la réunion du CS du Programme qui s'est tenu en octobre 2007 et dont l'ordre du jour essentiel portait sur le projet de guide méthodologique en cours d'élaboration.

1. Documentation des données

Afin de fournir aux chercheurs des données, le PASEC a documenté les données produites en élaborant un dictionnaire des variables sur fichier Excel pour chaque pays et en reportant les taux de réponse et des informations sur l'imputation appliquée aux variables et en composant les données dans une seule base. Ce travail a été réalisé par un contractuel recruté sur les fonds IEA.

Le tableau suivant expose le travail réalisé :

Pays	Date des opérations de terrain	Type d'évaluation	Données disponibles	Fichier de données	Dictionnaire des variables	Contenu dictionnaire des variables
Sénégal	1995 à 1998	Suivi de cohorte	oui	Données 95-96, 2ème et 5ème année	oui	Variables d'analyse
Burkina Faso	1995 à 1998	Suivi de cohorte	oui	Données 95-96, 2ème et 5ème année	oui	Variables d'analyse
Cameroun	1998 / 1999	Diagnostic	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	non	
Côte d'Ivoire	1995 à 1998	Suivi de cohorte	oui	Données 95-96, 2ème et 5ème année	oui	Variables d'analyse
Madagascar	1998 / 1999	Diagnostic	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	oui	Toutes les variables
Guinée	1	Thématique	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	oui	Toutes les variables, taux de réponse
Togo	1	Thématique	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	oui	Toutes les variables
Mali	1	Thématique	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	oui	Toutes les variables
Niger	1	Thématique	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	oui	Toutes les variables
Tchad	1	Diagnostic	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	oui	Toutes les variables, taux de réponse
Mauritanie	1	Diagnostic	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	oui	Toutes les variables, taux de réponse
Guinée	1	Thématique	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	oui	Toutes les variables, taux de réponse
Bénin	1	Diagnostic	oui	Fichier final, fichiers intermédiaires	en cours	Toutes les variables, taux de réponse

Une rubrique *Accès aux données* a été créée sur le site Internet en novembre 2007 et le PASEC reçoit depuis lors environ 2 ou 3 requêtes de données par semaine. Les fichiers seront mis en ligne progressivement, selon des modalités d'accès restreint. Cette documentation vise également la constitution d'un tronc commun de variables entre pays, pour d'éventuelles analyses internationales.

2. Mise à jour des instruments, rédaction du manuel de procédures

Suite à des commentaires des équipes nationales du Congo, du Sénégal et du Burkina Faso, les questionnaires élèves et maître pré-test ont été remaniés pour mieux isoler les cas de non réponse et pour mieux organiser les questions au sein du questionnaire. Certaines questions ont été rajoutées notamment sur la nutrition, le matériel didactique et la gestion scolaire. La mise en page a été améliorée et une fiche de suivi des élèves, incluant la collecte d'informations sur l'absentéisme, a été introduite à titre expérimental.

Le cahier administrateur a été considérablement enrichi et développé. Un manuel de procédures exhaustif a été réalisé et remis aux équipes nationales du Congo, du Sénégal et du Burkina Faso, afin de les rendre plus autonomes. Le manuel contient un cahier des charges STP - équipes nationales et un chronogramme détaillé.

3. Saisie des données

Le logiciel SPSS Data entry a été testé pour la saisie des données Sénégal et Congo et s'avère plus efficace et convivial qu'Access. Les procédures de contrôle de cohérence à la saisie ont été nettement améliorées. L'outil permet entre autres l'importation des labels des variables sur Stata, ce qui est extrêmement utile pour le traitement au niveau du STP et pour les analyses secondaires par des chercheurs. L'utilisation de SPSS, logiciel familier des équipes nationales, leur permettrait éventuellement d'être plus impliquée dans la phase de vérification des données.

4. Rédaction du guide méthodologique du PASEC

Les CT ont rédigé une première ébauche du guide méthodologique. Outre la préface, cette première ébauche est constituée de sept chapitres ainsi libellés :

- Chapitre n°1 - Vue d'ensemble
- Chapitre n°2 - Evaluer la performance des élèves : les tests et les instruments de passation
- Chapitre n°3 - Recueillir les données contextuelles : les questionnaires élèves, maîtres et directeurs
- Chapitre n°4 - Choisir les élèves à évaluer : la procédure d'échantillonnage du PASEC
- Chapitre n°5 - Collecte et saisie des données du PASEC : Consignes de passation des instruments, codification des questionnaires, principes de construction de masque et saisie des données
- Chapitre n°6 - Traiter les données collectées : la procédure de traitement des données PASEC
- Chapitre n°7 - Analyser les données : identification des facteurs d'efficacité et des pistes d'amélioration de la qualité des apprentissages.

Les chapitres 2 et 3 ont été confiés à M. Christian MONSEUR de l'Université de Liège et membre du groupe technique de l'IEA. Ils contiennent une analyse très poussée des tests PASEC et des recommandations visant à faire évoluer la méthodologie (utilisation de l'IRT).

Ce guide méthodologique a été soumis à l'examen du CS en octobre 2007 qui a souhaité avoir une deuxième version intégrant les commentaires avant la prochaine réunion prévue en mai 2008. Le guide méthodologique sera aussi transmis aux équipes PASEC pour recueillir leurs impressions.

VII. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

L'apport de la CONFEMEN dans le cadre du renforcement des capacités s'est étendu à la gestion scolaire, conformément aux engagements pris dans ce sens, suite aux Assises francophones de la gestion scolaire et de la 52e session ministérielle de Niamey (Niger). Ainsi, outre les ateliers régionaux de formation du PASEC (Cotonou, Dakar et Douala),

la CONFEMEN a organisé à Tunis (Tunisie), en collaboration avec ses partenaires (OIF, Université Senghor, AFIDES, BM), le deuxième atelier de formation des formateurs de gestionnaires scolaires.

1. Ateliers régionaux PASEC

Sur un financement conjoint OIF-CONFEMEN, le troisième atelier régional de formation a été organisé en mars à Douala (Cameroun). Cet atelier a rassemblé des représentants d'Afrique centrale, de l'Océan indien et de l'Afrique de l'est. Il vient conclure une série de trois ateliers sous-régionaux, dont deux ont été financés par l'IEA à Dakar (Sénégal) et à Cotonou (Bénin).



Si la préparation et la tenue de ces trois ateliers ont monopolisé les conseillers techniques environ 2 mois à temps plein (rédaction des supports, organisation logistique, encadrement de la formation), ils ont eu plusieurs retombées positives :

- Les capacités en matière d'analyse des données ont été renforcées. Certains pays ont pu travailler sur leurs propres données. La Mauritanie a pu avancer sur l'analyse et la rédaction d'un rapport relatif à la formation continue sur les pratiques d'enseignement et sur le niveau des élèves, en utilisant des modèles à valeur ajoutée. Ce rapport a été réalisé de manière autonome, sans intervention d'experts extérieurs.
- La candidature du Burundi et des Comores au PASEC est en partie liée à la participation de deux représentants de ces pays aux ateliers.
- Chaque pays ayant pu présenter ses travaux d'évaluation contribuant ainsi à la réalisation d'un état des lieux des structures et activités d'évaluation des acquis scolaires. Ces informations ont été transmises, via les rapports des ateliers, à l'équipe du rapport du suivi mondial de l'UNESCO et devrait être intégrées dans la prochaine édition.
- Les ateliers ont permis au PASEC de diffuser ses dernières productions, outils, supports de formation et notes méthodologiques et ont renforcé le dynamisme du réseau des équipes nationales.
- Le rapport de suivi de l'Education pour tous (EPT) de l'UNESCO contient des informations plus détaillées sur l'évaluation des acquis scolaires en Afrique francophone, grâce à la transmission des rapports des ateliers à l'UNESCO.

2. Mise en place de projets/programmes transnationaux concernant la gestion scolaire et l'évaluation des systèmes éducatifs

La mise en place d'un programme de renforcement des capacités des personnels de gestion des systèmes éducatifs des pays francophones d'Afrique découle d'une volonté politique clairement affirmée lors de la 52e session ministérielle de la CONFEMEN. Dès lors, pour faire suite au premier séminaire relatif à la formation des gestionnaires scolaires qui s'est tenu en décembre 2006, la CONFEMEN a travaillé, avec ses partenaires, soit l'OIF, l'AFIDES, la BM et l'Université Senghor, sur les préparatifs du deuxième séminaire qui s'est tenu du 3 au 14 décembre 2007. Cet atelier a regroupé les délégations de cinq pays d'Afrique centrale : le Gabon, le Congo, la République centrafricaine, le Tchad et le Cameroun.

Ces deux premiers séminaires constituent la première phase d'un programme de formation des gestionnaires intégrée au fonctionnement du système éducatif. Il a pour objectif général de contribuer à la mise en place d'une nouvelle dynamique de la gestion scolaire dans les pays francophones du Sud. Un des objectifs spécifiques du séminaire vise l'élaboration ou le renforcement d'une stratégie nationale de formation des personnels de gestion. Cette formation touche différents thèmes concernant la gestion dans ses aspects pédagogique et technique en fonction des tâches des gestionnaires. Elle tient compte également des divers contextes africains afin de favoriser l'appropriation et le réinvestissement des capacités au niveau national.

3. Stages

Melle Fati ZOURÉ et M. Makan DOUMBOUYA de l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée, ont été accueillis au STP de mars à juin pour appliquer les méthodes de pseudo-panels aux données du PASEC.

PARTIE III

Promotion du point de vue de la Francophonie dans le domaine de l'éducation

La participation de la CONFEMEN aux grandes concertations sur l'éducation s'inscrit dans le cadre de l'axe III du plan de relance adopté à Ouagadougou (Burkina Faso). Outre les rencontres organisées par d'autres partenaires auxquelles elle a pris une part active, la CONFEMEN a organisé en octobre 2007 des *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*.

I. PARTICIPATION AUX RÉUNIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES SUR LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

Conformément à la dynamique enclenchée par l'adoption et la mise en œuvre du plan de relance, la CONFEMEN a continué à marquer sa présence dans les forums sur l'éducation afin de valoriser le point de vue francophone sur les grandes questions de l'heure. C'est ainsi qu'elle a participé à maintes rencontres internationales où elle a généralement présenté une contribution aux thèmes en discussion.

1. Rencontre de partage entre le ministère de l'Éducation et les partenaires techniques et financiers du Sénégal

Une rencontre de partage entre le ministère de l'Éducation et les partenaires techniques et financiers du Sénégal s'est tenue le 6 mars 2007 à Dakar (Sénégal).

À cette occasion, le Directeur de la Planification et de la Réforme de l'Éducation a présenté le rapport d'exécution technique et financière en dressant un portrait de la situation en ce qui a trait, notamment à la qualité de l'enseignement, à l'encadrement des enseignants, au redoublement, aux résultats scolaires, à la gestion, au suivi évaluation, et ce, aux secteurs relatifs à la petite enfance, à l'élémentaire et au cycle moyen. Par la suite, le Directeur a dégagé les points majeurs relatifs au programme de renforcement des capacités, dont l'universalisation de l'achèvement du cycle élémentaire et l'amélioration de l'accès dans les autres cycles, la construction d'infrastructures, la diversification de l'offre éducative et le curriculum.

La CONFEMEN a participé au débat à la lumière des résultats des évaluations qu'elle a conduites sur le système éducatif sénégalais.

2. Troisième conférence sur l'enseignement secondaire en Afrique (SEIA)

La troisième conférence sur l'enseignement secondaire en Afrique s'est tenue à Accra (Ghana) du 2 au 4 avril 2007 sous l'égide du Ministre ghanéen de l'Éducation, des Sciences et des Sports. Les objectifs de cette conférence portaient, notamment sur :

- L'examen des questions et des recommandations afférentes au rapport de synthèse préparé par le SEIA ;
- L'atteinte d'un consensus avec les principales parties prenantes sur les stratégies pouvant être raisonnablement envisagées pour développer durablement le système de formation et d'enseignement post-primaire dans les pays d'Afrique subsaharienne, compte tenu des objectifs de croissance économique ;
- L'harmonisation des actions de renforcement des capacités des donateurs destinées à promouvoir un enseignement secondaire en Afrique axé sur la qualité et la pertinence.

En raison de l'expertise de la CONFEMEN en ce qui a trait à la **gestion scolaire**, la Secrétaire Générale s'est vu confier le rôle de facilitateur dans l'atelier relatif à ce thème. En plus de son rôle de membre du Haut Conseil de la Conférence, la CONFEMEN était également présente dans l'atelier qui se penchait davantage sur la **qualité de l'enseignement et de l'apprentissage** avec la participation de Mme Agathe Fiset, Conseillère en politiques éducatives. Les échanges et discussions de ces ateliers ont fait ressortir certains éléments à prendre en compte dans les politiques éducatives en général, et celles qui concernent l'enseignement secondaire en particulier. Parmi ces éléments :

- La volonté et l'engagement politiques ;
- L'élaboration d'une politique de développement de l'enseignement secondaire dans une approche holistique ;
- La définition des rôles et des responsabilités des différents acteurs ;
- Le développement de partenariat pour la mobilisation des ressources ;
- La mise en place de mécanismes de recrutement et de formation du personnel scolaire en adéquation avec l'approche politique retenue ;
- etc.

3. Première réunion du Conseil prospectif international Paul Gérin-Lajoie (PGL)

Sur invitation du Président de la Fondation PGL, la Secrétaire Générale a participé du 11 au 14 avril 2007 à Montréal (Canada) à la première réunion du Conseil prospectif international (PGL) sur l'éducation de base pour tous.

Durant les trois jours, le Conseil a tenté de répondre à la question fondamentale : « *Pourquoi la priorité de la formation de base, si présente dans les discours, tarde à devenir réalité dans les décisions gouvernementales et dans l'allocation des budgets, ainsi que dans la mise en application des plans d'action ?* »

Autour du document de base intitulé « *La priorisation politique et financière de l'éducation de base : nouvelle problématique et plan de travail* », les séances plénières et les travaux en atelier ont permis des échanges très riches ayant abouti à une proposition de structure d'un document d'analyse de la situation de l'éducation dans les pays en développement et un plaidoyer pour le changement afin de créer un nouveau contexte pour l'effectivité du droit à l'éducation.

Ce document de plaidoirie en faveur de l'éducation pour tous sera rendu public par la Fondation et son Conseil prospectif lors de l'Assemblée biennale de l'ADEA en mai 2008.

Par la suite, et à la condition d'obtention des fonds requis des agences de coopération, le Conseil prospectif préconise l'organisation par la Fondation d'une série de séminaires régionaux avec des décideurs ministériels, des représentants de la société civile et de la coopération internationale bilatérale et multilatérale.

Le Conseil prospectif international PGL de Montréal sur l'éducation de base pour tous a été créé par la Fondation PGL comme l'un de ses organes de fonctionnement réunissant des personnalités canadiennes et internationales. Il vise à contribuer au renouvellement nécessaire des visions, des diagnostics et des manières d'aborder les questions d'éducation de base pour tous, ainsi qu'à la réflexion de nouvelles formes de coopération et de stratégies de développement de l'éducation dans les pays du Sud.

4. 63e Conseil permanent de la Francophonie

Le 16 avril 2007, la Secrétaire Générale a participé aux travaux de la 63e réunion du CPF.

Douze points étaient inscrits à l'ordre du jour de cette réunion. Il s'agissait notamment de questions politiques, économiques, de coopération administrative et financière, de la diversité culturelle ainsi que d'un point d'information sur les conférences ministérielles permanentes.

La Secrétaire Générale a présenté à l'occasion une synthèse de la contribution de la CONFEMEN à cette importante réunion. Elle a fait le bilan des réalisations de la CONFEMEN au titre de l'année 2006 et présenté les grandes lignes de la programmation 2007 sur la base des trois axes que sont :

- L'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques éducatives ;
- La promotion du point de vue de la Francophonie dans un cadre partenarial dynamique et renforcé ;
- Le renforcement de la visibilité de la CONFEMEN par la qualité de son expertise.

5. Deuxième colloque de l'Observatoire de réformes en éducation (ORE)

L'ORE est une équipe de chercheurs reconnus dont les membres partagent le curriculum en développement comme objet de recherches.

Le deuxième colloque avait pour thème « *Logique de compétences et développement curriculaire : débats, perspectives et alternatives pour les systèmes éducatifs* ». Il s'est tenu à Montréal (Canada) les 26 et 27 avril 2007.

La CONFEMEN, représentée par la Conseillère en politiques éducatives, a activement participé aux échanges et discussions à la suite des conférences en plénière et celles réalisées en parallèle. De ces conférences ont émergé des points importants, dont la nécessité de tenir compte du contexte et des besoins du pays lors de l'implantation d'une approche pédagogique et l'impératif d'assurer un arrimage entre l'approche retenue, les programmes d'études et le matériel didactique. De plus, le développement de la recherche-action entre les universités et les établissements scolaires ainsi que la formation initiale des enseignants axée sur la créativité et la résolution de problèmes ont fait partie des discussions lors de ces journées.

6. Atelier de réflexion sur le contexte de l'Aide publique au développement (APD) et les nouveaux rôles des Organisations de la société civile (OSC)

Le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) a initié une réflexion qui porte sur le contexte de l'APD et les nouveaux rôles des OSC. Cet atelier, qui abordait

la question de l'environnement spécifique de l'aide et des nouveaux rôles de la société civile, s'est déroulé à Dakar (Sénégal) le 24 mai 2007.

La CONFEMEN a participé activement aux débats sur les différents points à l'ordre du jour, notamment le renforcement des capacités de la société civile, la nécessité d'une concertation entre la société civile et l'État relativement aux rôles de chacun et aux stratégies de mise en œuvre de l'APD. La CONFEMEN a signalé, entre autres, l'importance de la contextualisation de l'approche et de la prise en compte des besoins des bénéficiaires. La transparence dans la gestion et le respect des partenaires ont également été parmi les points dégagés lors des discussions.

7. Séminaire sur la professionnalisation des enseignants de l'éducation de base : les recrutements sans formation initiale

Sur invitation du Centre international d'études pédagogiques (CIEP) M. Kenneth HOUNGBEDJI, CT du PASEC, a participé du 11 au 16 juin 2007 à Sèvres (France) au séminaire sur la « *Professionnalisation des enseignants de l'éducation de base : les recrutements sans formation initiale* ». L'objectif de ce séminaire était de permettre aux participants de prendre une distance critique par rapport aux modèles de formation traditionnels mais aussi vis-à-vis des théories sur la formation dont le lien avec les pratiques professionnelles effectives est souvent ténu. Il ne s'agissait pas ici de remettre en cause les types de formation en cours mais d'enrichir la panoplie de solutions possibles en matière de formation, en particulier du côté de celles qui valorisent la pratique, qui prennent en compte les nécessités et les ressources locales et qui établissent des synergies entre lieux de formation.

Réunissant le personnel d'encadrement des systèmes éducatifs des pays en développement (Asie, Afrique et Amérique latine) concernés par la planification, le recrutement et la formation des enseignants de l'éducation de base, le séminaire est articulé autour des trois axes suivants :

- Des conférences introductives ;
- Des témoignages et études de cas apportés par les participants et préparés en amont du séminaire ;
- Des ateliers d'échanges et de réflexion.

Lors de ce séminaire, M. HOUNGBEDJI a présenté un article relatif aux résultats de l'évaluation thématique faite par le PASEC et qui portait sur les enseignants contractuels en Guinée. Cette évaluation qui mettait en parallèle plusieurs types de formation initiale et continue a permis de nourrir les débats de cas concrets et de dégager des pistes d'action plus porteuses.

8. Conférence internationale sur l'abolition des frais scolaires

Du 19 au 22 juin 2007 s'est tenue à Bamako (Mali) une conférence internationale sur l'abolition des frais scolaires, organisée conjointement par l'ADEA, l'UNICEF et la BM. La conférence, dont le thème était « *Conférence internationale sur l'abolition des frais scolaires : planifier la qualité et la pérennité financière* », intervenait dans un contexte où une majorité d'enfants pauvres n'ont toujours pas encore accès à l'école, malgré les progrès remarquables qui s'observent un peu partout en Afrique en matière de scolarisation. La CONFEMEN a été représentée à cette conférence par M. Beïfith KOUAK TIYAB, CT au PASEC.

Lors de sa communication qui portait sur le renforcement de la gestion scolaire comme composante clef de la qualité de l'éducation, M. TIYAB a souligné que la contribution de la CONFEMEN à cette conférence s'inscrivait dans le cadre du débat sur les mécanismes de gestion pouvant permettre de répondre à la fois à l'exigence de l'accès et de la qualité de l'éducation. Il a indiqué que cette contribution visait à apporter des éléments de réponses à trois questions essentielles relatives à la gestion scolaire et indispensables dans un contexte d'accroissement massif des effectifs scolaires. En effet, il a été relevé lors de la conférence que, compte tenu des conséquences potentielles de la politique tendant à offrir à tous les enfants la chance d'accéder à l'école, il est nécessaire de mener des réflexions notamment sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et la pérennité de son financement. Les trois axes de réflexion et de débat que la CONFEMEN a livrés aux participants à cette conférence étaient :

- L'extension de la scolarisation ou l'accroissement important des effectifs d'élèves en raison des politiques de gratuité des frais scolaires est-il toujours associé à une dégradation de la qualité de l'éducation ? Quelles sont les évidences relatives à la

- relation entre scolarisation massive et qualité de l'éducation ?
- Qu'est-ce qui compte le plus dans la qualité des apprentissages ? Quel est le poids ou le rôle de la gestion scolaire dans la qualité des apprentissages ?
- Quelles pistes de gestion privilégier pour répondre à l'objectif de la scolarisation massive sans nuire à la qualité des apprentissages ?

Ayant beaucoup intéressé les participants, notamment les représentants des pays qui sont déjà engagés dans le processus d'abolition des frais scolaires, la communication de la CONFEMEN a permis de répondre à bon nombre d'interrogations, en particulier la taille optimale des classes, l'organisation, l'importance de l'effet-maître et celle de l'implication des parents d'élèves ou des communautés, etc. L'impact de la communication de la CONFEMEN s'étendait aussi au monde des chercheurs; certains, vivement intéressés, ayant clairement exprimé le souhait de disposer des données du PASEC pour mener des analyses plus poussées sur les questions relatives à la qualité de l'éducation. Outre la communication présentée le 19 juin, M. TIYAB a fait aussi, lors d'autres sessions, des interventions se rapportant entre autres au renforcement des capacités et à l'utilisation effective de ces capacités pour améliorer la qualité des apprentissages, tout comme il a appuyé certains pays dans l'élaboration du « country plan » ou proposition pays consolidée pour aller de l'avant dans l'abolition des frais scolaires tout en relevant les défis de la qualité de l'éducation et de la pérennité de son financement.

9. Réunion de concertation des présidents de fédérations et responsables du sport scolaire

Une réunion de concertation a regroupé du 25 au 29 juin 2007 à Nouakchott (Mauritanie), sous l'égide de la Conférence des Ministres de la jeunesse et des sports des pays ayant le français en partage (CONFESJES), des présidents de fédérations et des responsables de sport scolaire.

Y avaient pris part le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, le Tchad, le Togo, la Tunisie ainsi que les délégués de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), de la CONFESJES elle-même et de la CONFEMEN qui y était représentée par Mme Voahangy RAHELIMANANTSOA, CT au PASEC.



L'objectif de la réunion était de réfléchir à la relance du sport scolaire dans les Etats et gouvernements membres, le constat ayant été fait que le sport scolaire ne joue plus son rôle de « *vivier du sport civil et de la pratique nationale du sport de haut niveau* ». La CONFEMEN, a entre autres, assuré l'introduction du débat relatif aux choix politiques en matière de sport scolaire pour les pays membres de la CONFESJES. Dans son intervention, Mme RAHELIMANANTSOA a

essentiellement présenté les rôles et les enjeux du sport pratiqué dans le cadre de la discipline éducation physique et dans le cadre des associations sportives, de l'éducation des élèves en général et de leur réussite scolaire en particulier. Cette présentation a permis aux participants, dans leurs échanges et discussions, de cerner l'importance du sport scolaire dans sa contribution pour la réussite de l'éducation des enfants ainsi que son importance en tant que base de l'émergence des élites.

A l'issue des débats thématiques, des propositions ont été formulées par l'ensemble des participants. Plus particulièrement, en ce qui concerne le choix politique en matière de sport scolaire dont le débat a été introduit par la représentante de la CONFEMEN, trois choix possibles ont été retenus à savoir le **sport de masse**, le **sport d'élite** et le **sport scolaire** en tant que valeurs éducatives.

Une proposition de réunir les pays membres avec les partenaires a été également avancée et retenue par l'ensemble des participants. Il s'agit d'une réunion s'inscrivant toujours dans la relance du sport scolaire et qui aura pour objet la concertation entre les ministres et les partenaires sur les propositions issues de la réunion de Nouakchott (Mauritanie) relatives aux différents débats thématiques à savoir le choix politique en matière de sport scolaire, la question de tutelle, le statut des fédérations du sport scolaire, la valorisation des ressources matérielles et humaines et le partenariat avec le mouvement sportif. Les propositions constitueront en quelque sorte des outils harmonisés mis à la disposition des pays membres pour les aider dans la relance du sport scolaire. Il appartient à chaque pays de se positionner par rapport aux différentes propositions en fonction des priorités

et politiques gouvernementales en matière de sport en général, et du sport scolaire en particulier.

10. Forum régional Education pour tous 2007 avec une présentation du rapport Dakar + 7

Du 13 au 14 septembre 2007, Mme Agathe FISET, Conseillère en politiques éducatives et Kenneth HOUNGBEJI, CT au PASEC, ont pris part à Bamako (Mali) aux travaux du Forum régional EPT 2007.

L'UNESCO a comme mandat de coordonner la mise en œuvre de l'EPT et d'en assurer le suivi. Dans la région Afrique, c'est notamment à travers le Forum régional, que ce suivi se réalise. La CONFEMEN, engagée dans l'atteinte des objectifs de l'EPT et concernée par le développement des systèmes éducatifs, était présente à ce Forum lié au rapport Dakar +7.

L'objectif général de ces journées était de procéder au bilan des sept premières années (2000-2007) avec un accent particulier sur le post-primaire et de dégager les pistes d'action pour l'avenir qui permettent la réalisation des objectifs en 2015.

La CONFEMEN a participé aux discussions (en plénière et en ateliers) au cours desquelles ont été mis en évidence certains éléments importants, dont la nécessité d'une vision globale de l'éducation au-delà des six objectifs de l'EPT, le renforcement et la consolidation des mécanismes existants, le renforcement du leadership de l'Union Africaine, le rôle de l'État dans la régulation des flux, l'optimisation des ressources existantes et l'expansion de l'enseignement privé en harmonie avec l'enseignement public.

11. 65e session du Conseil permanent de la Francophonie

Du 19 au 21 novembre 2007, la Secrétaire Générale a participé à Vientiane (Laos) aux travaux de la 65e session du CPF et de la 23e session de la Conférence ministérielle francophone (CMF).

Lors de ces deux sessions, la Secrétaire Générale a présenté la contribution de la CONFEMEN dont le contenu a essentiellement porté sur les réalisations de notre institution et les perspectives.

12. Septième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous

Placée sous la présidence effective du Directeur Général de l'UNESCO, M. Koïchiro MATSUURA, la septième réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT s'est tenue du 11 au 16 décembre 2007 à Dakar (Sénégal). Il s'agissait pour les participants parmi lesquels se trouvait la Secrétaire Générale, de dresser un bilan des réalisations concrètes à mi-parcours de l'échéance de 2015. Mais il s'agissait plus pour les bailleurs de fonds de réaffirmer et d'évaluer sans concession le partenariat entre gouvernements, société civile et bailleurs de fonds.

Trois thèmes ont été au centre des débats : équité, qualité et financement de l'éducation.

Au cours des débats qui ont été particulièrement passionnants, les bailleurs de fonds ont dû répondre à l'interpellation des pays du Sud à qui la promesse ferme avait été faite en 2000, lors du Forum de Dakar (Sénégal), qu'aucun pays disposant de plan crédible ne manquerait de financement. Certains pays ont notamment indiqué qu'il ne sera plus question à partir de cette année de promesses renouvelées mais jamais tenues. D'autres ont précisé au sujet de la proposition de mettre en place une nouvelle séquence de mécanismes de l'EPT qu'ils n'auraient pas à réinventer quoi que ce soit mais qu'ils devaient respecter leur part de promesse.

La 8e réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT se tiendra en décembre 2008 en Norvège.

13. Réunion des représentants nationaux de l'UNICEF

Sur invitation du bureau régional, le PASEC a présenté brièvement les évaluations des acquis scolaires réalisées en Afrique francophone lors d'un atelier rassemblant les responsables nationaux des programmes éducation de l'UNICEF, venus de toute l'Afrique.

En marge de la réunion, des discussions se sont tenues sur la possibilité d'un partenariat

technique et financier avec l'UNICEF sur la mesure des compétences de vie courante.

II. PARTICIPATION AUX COLLOQUES SCIENTIFIQUES

Outre les réunions régionales et internationales, la CONFEMEN a aussi organisé ou participé activement à des colloques scientifiques. Ce sont essentiellement la réunion du CS du PASEC qui s'est tenu en octobre à Sèvres (France) et l'Assemblée générale annuelle de l'IEA.

1. Assemblée générale de l'Association internationale pour l'évaluation des acquis scolaires

L'IEA a tenu du 9 au 11 octobre 2007 son Assemblée générale annuelle à Hong-Kong. Y ont pris part les représentants des pays membres (43 au total, auxquels s'ajoutent deux nouveaux pays accueillis cette année, à savoir l'Arménie et Bosnie-Herzégovine) ; des officiels de l'IEA, les membres du comité technique de l'IEA dont M. Christian MONSEUR de l'Université de Liège (contracté par le PASEC pour le chapitre « Instruments et tests » du guide méthodologique), les coordonnateurs internationaux des évaluations TIMSS et PIRLS, ainsi que de nombreux observateurs issus de diverses institutions nationales et internationales (BM, UNESCO, WAEC, PREAL, Commission européenne, Université de Taiwan, Université de Hong-Kong...).

La CONFEMEN a également participé à cette Assemblée générale annuelle à travers le PASEC qui y a été invité à titre d'observateur.

La participation à l'Assemblée générale de l'IEA a été instructive pour le PASEC dans la mesure où elle a permis aux CT de s'informer sur le fonctionnement de l'IEA : l'avancée des différentes études, les méthodologies employées et les orientations futures de l'organisation. Il leur est néanmoins apparu regrettable que le temps consacré aux échanges entre participants ne soit pas plus important.

L'Assemblée a aussi été l'occasion de collecter divers ouvrages et documents de synthèse sur les activités de l'IEA, notamment des ouvrages regroupant diverses analyses secondaires relatives à l'évaluation et à la qualité de l'éducation. Ils ont été remis au centre de documentation de la CONFEMEN. La consultation de ces ouvrages a permis aux CT de se rendre compte que nombre de difficultés rencontrées par le PASEC dans ses évaluations l'étaient aussi par l'IEA. Il est également apparu que l'utilisation de modèles à valeur ajoutée, avec un design d'enquête pré-test/post-test, était une force et une spécificité majeures que le PASEC se devait de mettre en avant. Plusieurs participants se sont montrés très intéressés par les activités que mène le PASEC dans ce sens. Si le PASEC continue de participer aux Assemblées générales de l'IEA, il serait souhaitable que les CT puissent bénéficier d'un créneau horaire dans l'agenda pour présenter leurs activités et ainsi améliorer le rayonnement du programme et de la CONFEMEN dans ce type de réunions internationales.

En marge des travaux de l'Assemblée générale, le PASEC a eu une entrevue d'une demi-heure avec Mme Marlaine LOCKHEED, évaluatrice de la BM, qui a souhaité ainsi rencontrer l'ensemble des partenaires de l'IEA impliqués dans le programme financé par la BM.

En outre, le PASEC a insisté pour qu'une réunion entre les différents partenaires du programme de la BM soit organisée, en marge des séances plénières. Etaient présents : le PASEC, le WAEC, le PREAL, la BM, le Directeur et le Manager financier de l'IEA.

PARTIE IV

Renforcement du partenariat

Dans la logique de poursuivre les efforts entrepris en vue d'élargir le cercle partenarial de la CONFEMEN et augmenter ainsi ses ressources et ses capacités d'action pour une plus grande et meilleure appropriation de ses orientations, le STP a multiplié les initiatives en direction des autres acteurs. Cette action a porté ses fruits, à l'exemple des *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*, et sera davantage développée en 2008 et dans les années à venir.

I. AVEC LA FRANCOPHONIE INSTITUTIONNELLE

Le partenariat naturel liant la CONFEMEN à l'OIF se développe davantage d'une année sur autre et les résultats obtenus montrent clairement tout le bénéfice d'une mise en synergie des efforts et d'actions concertées entre l'OIF et la CONFEMEN. Ainsi, peut-on mentionner la réunion du GT des CN membres du Bureau de juin 2007 à Mbodiène (Sénégal), où M. Emanuel Locha MATEO, responsable de projet *Education de base*, a présenté le projet de création d'un dispositif commun OIF-AUF de formation à distance pour les enseignants du primaire. L'exposé de M. MATEO faisait suite au document présenté au CPF lors de sa session d'avril 2007. Tout comme la réunion du Bureau à Lomé (Togo) en novembre 2007, à laquelle a pris part le Directeur de l'éducation et de la formation de l'OIF, M. Soungalo OUEDRAOGO.

L'OIF apporte un appui financier à la réalisation des activités de la CONFEMEN notamment pour les évaluations des systèmes éducatifs et l'organisation des ateliers PASEC de renforcement des capacités en matière d'évaluation.

La CONFEMEN quant à elle, a participé activement à l'élaboration de la programmation de l'OIF en matière d'éducation et de formation, aux 63e, 64e et 65e CPF (voir les points sur ces rencontres dans le présent rapport). C'est le cas aussi avec la séance de travail tenue avec l'OIF en marge du 63e CPF et qui portait essentiellement sur la mise en place des dispositifs nationaux d'évaluation dans les pays francophones du Sud.

II. AVEC LES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES EN ÉDUCATION

Le partenariat avec les institutions scientifiques se raffermi. En 2007, ce partenariat a essentiellement porté sur des projets d'envergure telles que l'**analyse des curricula**, la **constitution d'une banque d'items** ainsi que la **formation à distance sur le pilotage des systèmes éducatifs**.

1. L'Association internationale de l'évaluation des acquis scolaires

Le PASEC a réalisé dans les délais et selon les modalités précisées dans la convention, l'intégralité des actions prévues sur le financement IEA 2006 et les rapports d'activités et financiers ont été soumis à temps à l'IEA fin mars 2007.

Le PASEC a pu consolider un projet d'analyse des curricula et de constitution d'une banque d'items régionale et commencer les opérations sur financement IEA pour l'année 2007.

Ce projet, d'un montant de 150 000 dollars US, a débuté en mars 2007 en partenariat avec l'Université de Liège et avec l'institut National d'Etude et d'Action pour le Développement de l'Éducation du Sénégal (INEADE). Il se décline en deux composantes : la composante analyse des curricula et la composante constitution d'une banque d'items.

► Composante 1 - Analyse de curricula

L'objectif de cette composante est d'analyser les curricula dans la perspective d'une révision des tests, puis de faciliter l'établissement d'un seuil minimum de compétences de base commune à l'ensemble des pays PASEC. La partie pratique a été confiée à l'INEADE tandis que l'Université de Liège assure la responsabilité scientifique. Un contractuel a été recruté sur fonds IEA pour appuyer le travail et servir d'interface pour les échanges techniques. Trois phases ont été identifiées :

- *Phase 1 : analyse des curricula officiels*
Cette phase a été inaugurée par une mission de Mme LEJONG de l'Université de Dakar (Sénégal). Au cours de cette mission, un séminaire de deux semaines a été tenu du 18 avril au 5 mai afin de produire une grille d'analyse des curricula officiels et des instruments de recueil d'information sur les curricula implantés. Une deuxième mission en octobre a permis d'avancer significativement dans l'analyse des curricula officiels.
- *Phase 2 : analyse des curricula implantés*
30 enseignants par pays ont fait l'objet de cette enquête en mai au Cameroun, au Bénin, au Burkina Faso, à Madagascar et au Sénégal. Le choix des pays était conditionné par des critères géographiques et d'avancement des réformes pédagogiques (APC). Les premiers résultats ont été produits en novembre.
- *Phase 3 : atelier de restitution*
L'atelier de validation est reporté à une date ultérieure mais avant la 53e session

ministérielle pour exposer les résultats de l'analyse à des représentants des pays ayant soumis le matériel d'analyse. En effet, la masse de documents envoyée par les pays a largement dépassé les espérances et il a fallu décortiquer près de 200 documents (programmes, manuels et cahiers d'exercice), page par page et exercice par exercice, afin d'en faire ressortir les objectifs et compétences visées.

► Composante 2 - Constitution de la banque d'items

L'objectif est de regrouper les tests nationaux des pays PASEC, ainsi que des tests internationaux en vue de fournir un socle pour une éventuelle révision des tests PASEC et la mutualisation des items. Elle a également commencé en mars et se poursuit avec :

- *La collecte des tests nationaux* : sept pays (le Bénin, la Mauritanie, le Sénégal, le Burkina Faso, le Niger, Madagascar et la Guinée Conakry) ont envoyé leurs instruments.
- *La classification des items selon l'objectif et les compétences mesurées*. Cette partie est en cours, une bonne partie des items étant répertoriée et classée sur un support électronique. Cette classification sera soumise à l'appréciation des experts de l'INEADE et de l'Université de Liège. La prochaine étape sera de recueillir les données en vue de calculer les indices psychométriques des tests nationaux.

Un projet d'activités qui porte sur la révision des tests PASEC a été soumis à l'IEA en décembre.

2. Avec le Pôle de Dakar

Le PASEC participe à la mise en place d'une formation à distance sur le pilotage des systèmes éducatifs, en partenariat avec le Pôle de Dakar, l'Institut de la BM, la Chaire Unesco de Dakar et l'UCAD. Le module qualité de la formation a été réalisé par le PASEC sous la supervision du Pôle de Dakar.

Le PASEC a largement participé, par la fourniture de données et d'analyses, à l'élaboration du chapitre « Qualité » du rapport BREDA - Pôle de Dakar dit Dakar + 7. Le PASEC continue à échanger des données et informations avec le Pôle de Dakar et ce processus devrait se poursuivre dans le cadre des RESEN : Burkina Faso, Gabon, Comores, voire Guinée Bissau.

III. AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le partenariat avec les organisations internationales est de plus en plus un facteur déterminant dans la mise en œuvre des programmes de la CONFEMEN. Le financement des programmes par d'autres sources extérieures représente aujourd'hui 31% du budget total des programmes ; performance que les Ministres du Bureau ont unanimement saluée lors de leur réunion de Lomé (Togo) en novembre 2007.

1. La Banque mondiale

Le partenariat avec la BM s'affermir de jour en jour et aboutit à des résultats tangibles et reconnus, à la plus grande satisfaction des deux parties. C'est dans cet esprit que la BM a apporté son soutien financier et technique à l'organisation des *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*.

Sur un tout autre plan, la BM (Africa Region) a financé, sur fonds norvégiens (NETF), la traduction et l'impression en mille exemplaires de la publication « *Le redoublement : mirage de l'école africaine ?* » en anglais. L'Institut de la BM a participé également au programme de formation des personnels de gestion.

Des échanges d'information ont eu lieu entre le PASEC et l'initiative EGRA de la BM visant à évaluer les capacités de lecture et de déchiffrement des enfants dans leurs premières années de scolarité. Le PASEC répond à différentes sollicitations d'informations de la part de la BM.

La BM pourrait aussi être un partenaire financier de l'évaluation PASEC Bissau.

Un dossier pour un éventuel financement par la BM de la traduction des rapports PASEC Cameroun et Maurice a été transmis aux responsables de la région Afrique de la Banque.

Etant donné la multiplication des partenariats, chaque conseiller technique a été désigné pour être le point focal d'une organisation particulière, afin de rendre plus efficace les échanges techniques et de mieux répartir le travail au sein de l'équipe.

2. L'UNESCO

Le PASEC a procédé à de nombreux échanges techniques avec des représentants de l'initiative UNESCO/TISSA en faveur des enseignants, lors de leur visite à Dakar (Sénégal) et par e-mail : fourniture de données et d'informations sur la méthodologie, contribution aux analyses dans le cadre d'un article de synthèse sur les enseignants utilisant les données PASEC et SACMEQ. Ceci a permis la rédaction d'un document de travail et la diffusion des résultats du PASEC dans le Rapport de suivi de l'EPT.

3. L'UNICEF

L'UNICEF Sénégal verse 5 millions de F CFA au Ministère du Sénégal dans le cadre de l'évaluation PASEC. L'UNICEF a appuyé l'élaboration et la mise à l'essai d'items en portugais en Guinée Bissau mais cela n'a pas abouti pour cause de rentrée tardive des classes.

L'UNICEF s'intéresse à la mesure des compétences de vie courante (notamment VIH/SIDA) et sollicite l'expertise du PASEC à ce niveau.

Vu les pays élus au PASEC et l'expertise de l'UNICEF en matière d'éducation dans les pays en sortie de crise et sur les questions de nutrition et de santé scolaire, il est sans doute possible d'envisager un partenariat technique pour prendre en compte certains effets de contexte dans le cadre des questionnaires, voire de solliciter un appui financier au niveau des représentations régionales ou locales pour la réalisation des évaluations. Un partenariat pourrait aussi être noué pour une meilleure exploitation des données issues des enquêtes MICS dans les rapports du PASEC.

4. L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique

L'ADEA a organisé et tenu deux grands événements auxquels la CONFEMEN a participé. Il s'agit de la Biennale de l'ADEA à Arusha (Tanzanie) et de la Conférence internationale sur l'abolition des frais scolaires tenue à Bamako (Mali) à l'occasion de laquelle la CONFEMEN a présenté une contribution portant sur le renforcement de la gestion scolaire comme composante clef de la qualité de l'éducation.

Pour sa part, l'ADEA a joué un rôle actif dans le succès des *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique* ; Journées au cours desquelles le représentant de l'ADEA, M. Boubacar NIANE, a présenté un exposé de cadrage portant sur « *Le développement de la culture de consultation, de concertation et de dialogue politique. Contraintes et opportunités pour conforter une concertation permanente favorisant l'émergence d'une citoyenneté éducationnelle* ».

Cette collaboration avec l'ADEA pourrait éventuellement connaître un développement encore plus important à l'occasion de son 20e anniversaire.

IV. AVEC D'AUTRES ORGANISMES, ASSOCIATIONS ET ONG AYANT PRIS PART AUX JOURNÉES DE RÉFLEXION SUR LA DYNAMIQUE PARTENARIALE

La CONFEMEN a organisé en octobre 2007 ces *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*, en partenariat avec la FAPE, le CSFEF et avec la collaboration financière et/ou technique de l'OIF, de la BM, du MAEE, de l'ADEA ainsi que du ministère de l'Education du Sénégal.

Outre ces organisations, les représentants de ministères de l'éducation de syndicats d'enseignants et de parents d'élèves de 23 pays ont pris part aux travaux ainsi que des représentants d'autres organisations comme la BID, l'UNESCO, etc.

PARTIE V

Renforcement de la visibilité de la CONFEMEN

A l'instar de 2006, l'année qui vient de s'achever a été une étape essentielle du processus visant à asseoir définitivement les bases solides d'une communication stratégique efficace et efficiente qui permettrait non seulement d'accroître la visibilité de la CONFEMEN, mais également de créer les conditions optimales d'une référence beaucoup plus grande des acteurs de l'éducation des États et gouvernements membres aux travaux de notre institution.

I. LE SITE INTERNET

Le processus visant la rénovation totale du site Internet afin de proposer aux internautes un design et un contenu plus attrayants et conviviaux a connu en 2007 une progression intéressante. Le pôle a dû pour ce faire élaborer des termes de référence sur la base desquels un appel d'offres restreint a été lancé. Après examen des offres financières et techniques ainsi que des prestations antérieures des concurrents, IMEDIA a été retenu par le pôle Communication. Un rapport circonstancié a été soumis à cet effet à la Secrétaire Générale qui a validé le choix du pôle Communication et a autorisé en conséquence la signature du contrat. IMEDIA, dont nous nous félicitons du travail de qualité et du concours appréciable tout au long du processus, a exécuté le contrat conformément au cahier des charges établi par la CONFEMEN. La formation du personnel chargé de la mise à jour du site, qui en était la dernière étape a été faite au début de décembre 2007.



Le site de la CONFEMEN, de l'avis de plusieurs internautes avisés, est aujourd'hui un site convivial, plein de couleurs et suffisamment riche qui attire plus d'une cinquantaine de visites par jour. Pourtant, la mise en ligne de nos documents n'en est encore qu'à 75%. Ce nombre pourrait certainement dépasser les 100 visites journalières, voire atteindre des sommets encore inimaginables quand nous aurons terminé la mise en ligne de tous nos documents et informé largement les acteurs de l'éducation des Etats et gouvernements membres sur les riches productions que la CONFEMEN met à leur disposition à travers son site. Les affiches d'information sur la CONFEMEN que le pôle a initié de faire et de diffuser dans les ministères de l'éducation des pays permettront certes à la plupart de ces acteurs de mieux connaître notre institution, mais aiguiseront aussi probablement leur curiosité et les porteront à visiter le site Internet dont l'adresse sera bien visible.

II. LE PLAN DE COMMUNICATION

Le projet d'élaboration du plan de communication a été mis en œuvre, conformément au chronogramme établi et soumis à la Secrétaire Générale. Ce documents a été d'abord présenté aux CN membres du Bureau au cours de leur réunion de juin 2007 à Mbodiène (Sénégal), puis aux ministres membres du Bureau en novembre 2007 à Lomé (Togo).

Ce plan de communication, triennal, vise à offrir à la CONFEMEN un cadre de gestion prospective de sa communication à court et moyen termes. Ce plan servira ainsi de cadre d'orientation général au volet communication des programmes d'activités annuels de 2008, 2009 et surtout 2010 qui coïncidera avec le 50e anniversaire de la CONFEMEN.

Le plan de communication est à la fois une réponse aux objectifs de renforcement de la visibilité et de la notoriété de la CONFEMEN au plan international, mais également à la nécessité d'asseoir une communication rationnelle, mieux structurée et plus efficace dans un contexte international qui exige des acteurs une forte volonté de réussir ensemble.

III. LA COMMUNICATION DANS L'ORGANISATION DES RÉUNIONS ET ÉVÈNEMENTS MAJEURS

La CONFEMEN a tenu en 2007 deux réunions importantes : le GT des CN en juin et la réunion des ministres du Bureau en novembre. Elle a organisé par ailleurs deux grands événements, en l'occurrence le concours des « dix mots de la francophonie » le 20 mars à l'occasion de la Journée internationale de la francophonie et les *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*.

1. Réunion du groupe de travail des Correspondants nationaux membres du Bureau

Le pôle Communication a pris part à l'organisation de la réunion du GT des CN membres du Bureau qui s'est tenue du 25 au 29 juin 2007 à Mbodiène (Sénégal). Il a notamment préparé et assuré la couverture médiatique de la réunion et organisé en marge des travaux, un débat sur les réformes éducatives auquel ont pris part, autour de la Secrétaire Générale, les pays suivants : Communauté française de Belgique, Liban, Sénégal, Maurice et Canada-Québec.

La sortie de DVD, qui devrait être réalisé et diffusé à propos, a connu un retard en raison d'un problème technique qui est toutefois en passe d'être résolu.

2. Réunion des ministres du Bureau

Tout comme lors de la réunion du GT, le pôle Communication a participé activement à l'organisation des réunions de l'intersession qui se sont tenues du 1er au 10 novembre 2007 à Lomé (Sénégal). Dans ce cadre, il a élaboré et transmis au comité d'organisation togolais un programme de communication.

Le pôle Communication s'est procuré les coupures de presse des articles consacrés à ces réunions par la presse togolaise. En ce qui concerne la télévision, il a demandé à la partie togolaise de bien vouloir mettre à la disposition du STP de la CONFEMEN une copie de l'intégralité des films.

3. Concours des dix mots de la Francophonie

Organisé chaque année dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale de la Francophonie, «le concours des dix mots» s'adresse à de jeunes écoliers et vise à perpétuer à travers les générations à venir la flamme francophone. L'édition 2007 qui a été étendue à 8 régions sur 11 au Sénégal, a particulièrement connu un grand succès. La plupart des photos prises pour immortaliser l'événement ont été utilisées dans le cadre du calendrier CONFEMEN 2008.

Il faut en outre souligner que ce concours est une activité précise du pôle Communication qui l'organise en partenariat avec un réseau d'enseignants et de responsables de l'éducation sénégalais.



4. Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique

Dans l'optique de faire le point sur le partenariat en éducation, près d'une décennie après la 48e session ministérielle de la CONFEMEN, le STP a organisé, du 16 au 18 octobre 2007, des Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique.

A l'occasion de cet événement qui a suscité l'intérêt de plusieurs pays et partenaires, le pôle Communication a élaboré et diffusé auprès des participants et des médias un certain nombre d'outils de communication :

- Un guide du participant ayant consisté à mettre à la disposition des participants des informations essentielles sur les Journées et sur le pays d'accueil, le Sénégal ;
- Un dossier du participant qui est un recueil de tous les documents de travail, notamment les exposés de cadrage et les études de cas ;
- Un dépliant informant sur les thématiques abordées lors de ces Journées.

Dans le cadre de la couverture médiatique, le pôle Communication a invité et enregistré la participation d'un grand nombre de médias (presse écrite, radios et TV) sénégalais et internationaux, dont Africa N°1 qui a assuré une bonne couverture de l'événement. Le pôle Communication a en outre organisé en marge de ces Journées une conférence de presse animée par la Secrétaire Générale et l'ensemble des partenaires associés à la tenue de ces Journées.

Dans le cadre d'un contrat de prestation de service signé avec la télévision scolaire sénégalaise, un DVD sur ces Journées de réflexion est actuellement en cours de réalisation.

Quant aux Actes desdites Journées, ils vont bientôt être produits et mis à la disposition

des participants et de la communauté internationale intervenant dans le domaine de l'éducation.

IV. CONFEMEN INFOS



Trois numéros de *CONFEMEN infos* ont été réalisés en 2007. Il est prévu de sortir le quatrième qui sera consacré à la restitution des évaluations à Madagascar et au Cameroun après la mission des CT M. Beïfith TIYAB KOUAK et M.Kenneth HOUNGBEDJI à Antananarivo (Madagascar).

La lettre d'information du STP, conformément au projet annoncé en fin 2006 et visant à lui donner une meilleure allure, a amorcé son processus de changement graphique. La conception est déjà réalisée et le changement intervenu dans la configuration graphique de *CONFEMEN infos* a été annoncé aux lecteurs dans le numéro 13. Une photo de la une de la lettre d'information du STP a été publiée en vue d'aviser nos lecteurs sur la nouvelle présentation de leur journal.

V. AUTRES ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2007

Il s'agit de la réalisation :

- Du Vade mecum à l'intention des CN, qui a été produit et mis à la disposition des intéressés ;
- De la brochure des études de cas des *Assises francophones de la gestion scolaire* qui a été produite et diffusée ;
- De la plaquette du rapport d'évaluation du Bénin ;
- Du calendrier 2008 ;
- Des cartes de vœux 2008 ;
- De la base de données des adresses ;
- De la liste de diffusion.

La communication des données, des informations techniques et méthodologiques du PASEC avec le monde extérieur va être essentiellement réalisée par les CT, puisqu'elle mobilise leurs compétences propres. Pour le reste, le travail d'édition et de production des rapports et plaquettes et de vulgarisation des résultats devrait être effectué par le Pôle communication, au même titre que les autres documents de la CONFEMEN. La communication des résultats d'évaluation des méthodes et outils, qui est un des objectifs du programme fixé par les ministres, devrait pouvoir être grandement facilitée par la mise en place du nouveau site Internet et la création d'une liste de diffusion. La révision du site Internet permet aux rapports et données PASEC d'être plus accessibles rendant ainsi la CONFEMEN plus visible, notamment auprès de la communauté scientifique anglophone.

Ce travail de communication sera poursuivi et intensifié au cours de l'année 2008, conformément aux orientations déclinées dans le cadre logique du programme d'activités de l'année en cours.

PARTIE VI

Equipe du STP

Secrétaire Générale

Mme Adiza HIMA

Pôle Gestion

M. André NDIAYE

Mme Khady NDOYE

M. Ngor DIOUF

M. Abdou Kader THIAM

Mme Gnagalé BABAKAN

Pôle Politiques éducatives

Mme Agathe Fiset

Pôle Communication

M. Moussa MODI

Mlle. Yasmine SMIRES

Mlle Anne Penda SENE

Pôle Evaluation

M. Pierre VARLY

M. Kenneth HOUNGBEDJI

M. Beïfith KOUAK TIYAB

Mme Voahangy RAHELIMANTSOA

M. Jean-Noël SENNE

M. Alexis LENESTOUR

Mme Khady CAMARA

► Situation des contrats au niveau du PASEC

	Date d'arrivée	Date de fin de contrat	Possibilité de renouvellement	Date maximum fonction
Kenneth Hougbedji	01-janv-06	01-janv-08	oui	01-janv-10
Kouak Tiyab	01-janv-07	01-janv-09	oui	01-janv-11
Voahangy Rahelimanantsoa	01-oct-04	01-oct-08	non	01-oct-08
Pierre Varly	05-oct-05	05-oct-09	non	05-oct-09
Jean-Noël Senne	01-août-07	01-août-08	oui	01-août-09
Alexis Le Nestour	08-oct-07	08-oct-08	oui	08-oct-09

Dans le cadre de la lettre de mission assignée à M. Pierre Varly, le MMAE a fait des propositions visant à établir une co-coordination du programme, responsabilisant un expert du Sud. Ces propositions ont été étudiées par les CT et la Secrétaire Générale.

CONCLUSION

Au terme de cette année qui aura été particulièrement dense et riche, la CONFEMEN tient à adresser ses remerciements à tous les acteurs qui ont contribué à l'atteinte des résultats résumés dans ce rapport.

Nous voulons bien sûr parler :

- Des ministres membres de la CONFEMEN, en particulier ceux du Bureau, dont l'engagement et la détermination ont été pour les membres du STP des facteurs de motivation essentiels dans l'accomplissement de leurs missions ;
- Des CN de la CONFEMEN qui ont apporté au STP, comme ils l'ont toujours fait, le soutien et l'appui technique nécessaires à la réalisation du programme d'activités ;
- Des partenaires multiples avec lesquels nous avons consolidé nos liens et dégagé de nouvelles perspectives partenariales encore plus bénéfiques pour les systèmes éducatifs ;
- Des personnels du STP dont nous ne mentionnerons jamais assez l'engagement et l'abnégation à la tâche.

Comme nous l'avons clairement défendu depuis près d'une décennie et réaffirmé récemment à l'occasion des *Journées de réflexion sur la pratique de la dynamique partenariale dans les pays francophones d'Afrique*, la CONFEMEN attache du prix au partenariat. Nous continuerons par conséquent à l'étendre et à le développer pour des résultats toujours plus proches de nos attentes.

CONFEMEN

Secrétariat Technique Permanent (STP)
Immeuble Kébé extension, 3e étage
BP 3220 Dakar
Sénégal

Tél : (+221) 33 821 60 22

Fax : (+221) 33 821 32 26

confemen@confemen.org

www.confemen.org